

ABONNEMENTS

Ordinaire : 10 F

Etranger (par avion) : 15 F

De soutien : à partir de 15 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

◆ Après les événements paysans

- Une justice de classe
- Une clarification indispensable

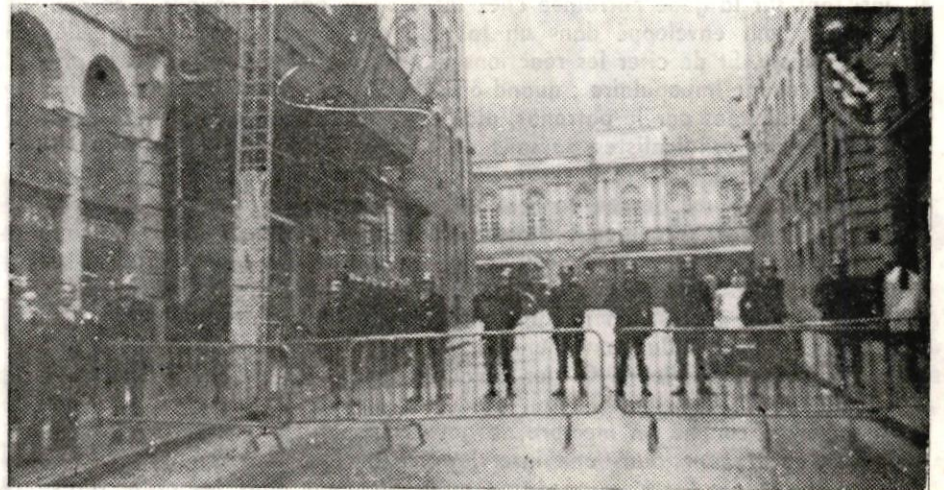
Une fois de plus, la Bretagne a été au premier plan de l'actualité paysanne. A la suite de la détérioration accélérée de la situation agricole (voir « Peuple Breton », n° 72 : « Les agriculteurs bretons condamnés par le capitalisme »), des manifestations ont eu lieu, comme nous le laissions prévoir ; ce qui a déclenché, dans ce domaine comme ailleurs, la répression immédiate d'un pouvoir de plus en plus menacé et contesté, et qui ne peut se maintenir en place que par la force et la violence.

LA CONDAMNATION DU SYNDICALISME AGRICOLE BRETON

Rappelons brièvement les faits : Tout d'abord, trois syndicalistes agricoles de Loire-Atlantique condamnés à deux mois de prison ferme pour avoir, deux jours auparavant, entretenu le ministre Guichard de leurs problèmes, lui avoir demandé des comptes, eux ses électeurs, et lui avoir fait part de leur opposition à l'égard d'une politique libérale qui les condamne à la disparition pure et simple. Ainsi, retenir un

ministre « intouchable » au-delà du quart d'heure magnanimement accordé coûte deux mois de prison ; mais spéculer sur le franc jusqu'à entraîner une dévaluation est chose parfaitement normale et admise : justice de classe qui traque les pauvres qui ont le mauvais goût de se révolter, qui laisse les riches spéculer à leur guise sur le dos des travailleurs.

Face à cette provocation inadmissible, les agriculteurs bretons, et plus largement de l'ouest, réagissent en préparant des manifestations communes paysans - ouvriers - étudiants - enseignants. Devant l'ampleur de la menace, le syndicalisme traditionnel réclame une mesure d'apaisement.



Le palais de justice de Rennes le jour du procès.

Le 22 novembre, les trois agriculteurs sont libérés, mais demeurent condamnés à quatre mois de prison avec sursis. Le 26, quatre autres agriculteurs de Loire-Atlantique sont condamnés à la même peine pour avoir, le 18 octobre, intercepté le préfet du département et l'avoir soumis à un feu roulant de questions, alors que celui-ci était « dans l'exercice de ses fonctions » : il revenait de la chasse aux faisans et se rendait chez le châtelain local !

A travers la condamnation de ces militants, c'est le syndicalisme agricole breton

qui est visé. On lui reproche, en effet, de s'opposer à une politique de liquidation de l'agriculture bretonne et de mettre directement en cause le système capitaliste et libéral qui asphyxie l'agriculture et l'ensemble de l'économie des régions excentrées. Le procureur n'a-t-il pas réclamer au procès de Rennes « une peine qui ait valeur d'exemple et d'avertissement » ?

(Suite page 3)

A L'USINE THOMSON-GSF DE BREST la lutte des travailleurs continue

Du 13 au 24 novembre 1969, une grève s'est déroulée à l'usine brestoise du trust THOMSON-C.S.F., dans le climat général de mécontentement régnant en Bretagne. Cette grève s'est déclenchée devant le refus de la direction de négocier sur un certain nombre de points

LES REVENDICATIONS :

1°) Elections séparées de délégués entre deux centres d'activité différents :

L'usine est actuellement formée de deux parties, l'une appelée « Centre de Brest » du groupe « détection, surface, traitement », l'autre appelée « annexe de Cagnes » de la « division des activités sous-marines ». L'annexe de Cagnes est située à Cagnes-sur-Mer. Le « Centre de Brest » n'a aucun lien avec « l'annexe de Cagnes », tant sur le plan des activités (radars pour le centre, applications sous-marines pour l'annexe) que sur le plan de l'effectif (1 090 personnes pour le Centre, 56 pour l'annexe). L'annexe

embauche son personnel, a ses propres services techniques, administratifs, entretiens et productions. Le personnel du « Centre de Brest » ne peut entrer dans « l'annexe de Cagnes » et le personnel quittant le « Centre de Brest » pour l'« annexe de Cagnes » est muté tout comme s'il quittait Brest pour un Centre parisien du trust.

Il était donc normal que l'élection des délégués soit distincte pour les deux parties de l'usine. Au contraire, la direction voulait imposer des élections communes ce qui :

- permettait « l'économie » d'un Comité d'entreprise supplémentaire obligatoire au-dessus de 50 personnes ;
- n'autorisait aucun siège de plus au Centre le plus important ;

- empêchait le contrôle par les ouvriers de la division des activités sous-marines.

2°) Problème de la Commission expérimentale :

La Commission expérimentale, acquies de mai 1968, avait pour rôle le contrôle des problèmes techniques et humains

dans l'entreprise. Après un an d'existence, la prise de conscience syndicale s'étant développée, la nécessité apparut de créer des sous-Commissions dans chaque service, selon les besoins exprimés par le Comité d'entreprise.

La Direction, réalisant le danger, étouffe ce projet qu'elle avait auparavant admis.

(Suite page 3)

● LE COMPTE RENDU DU VI^e CONGRES DE L'U.D.B.

Pages 6 et 7

● L'INTERVIEW DU PRESIDENT DES JEUNES AGRICULTEURS DU FINISTERE

Pages 4 et 5

● NON AU TRAIN DE LA DEPORTATION ECONOMIQUE

Page 9

Edito

DEPUIS un mois, le mécontentement des travailleurs s'est manifesté clairement et leurs ripostes contre le gouvernement se sont durcies, dans l'hexagone et tout particulièrement en Bretagne. Les deux journées de grève de l'E.D.F. sont le signe du malaise qui règne dans le secteur nationalisé. Or ce secteur emploie un grand nombre de salariés en Bretagne. C'est ainsi qu'à Rennes les ouvriers de l'arsenal sont inquiets. Les pouvoirs publics veulent faire croire que l'arsenal doit fermer ses portes, « ses activités actuelles n'en justifiant plus le maintien ». Le gouvernement essaie par n'importe quel moyen de faire croire que tous les services publics et entreprises nationalisées sont mal gérées, afin de les remplacer ou les contrôler par des trusts privés, fondés sur le seul profit et l'exploitation des salariés. Les classes populaires s'aperçoivent qu'elles font les frais de la politique d'austérité : des travailleurs qui jusqu'ici ne payaient pas d'impôts devront désormais verser 50 000 A.F. par an. A Brest, les employés de la C.S.F. luttent contre l'exploitation coloniale dont ils sont victimes. De leur côté, les paysans bretons sont à la pointe du combat. Tandis que de jeunes agriculteurs se faisaient mettre en prison parce qu'ils refusaient la liquidation par le capitalisme de l'agriculture des régions pauvres, ceux du Nord-Finistère manifestent leur colère par des « ultimatum » sur les murs : la colère de ceux qui sentent qu'on veut les faire crever.

Mais le gouvernement se dévoile. Chaban-Delmas, dans son allocution télévisée du jeudi 27 novembre, provoque la C.G.T. et le P.C., jouant sur l'anticommunisme et faisant preuve d'une malhonnêteté intellectuelle qui en dit long sur ses méthodes. Nous voilà renseignés sur la « nouvelle société » qu'il préconise. Sa tactique visait à diviser les forces populaires, insistant sur la gêne entraînée chez les usagers par les coupures de courant, le tout enveloppé dans un tableau des dangers de la subversion communiste. Et de citer les réactions des usagers contre cette grève présentée comme impopulaire : quand on sait que la plupart de ces pressions étaient suscitées par le patronat, aidé des C.D.R... Olivier Guichard, dans l'affaire des syndicalistes paysans de Loire-Atlantique, n'a pas procédé plus honnêtement. Après la discussion qu'il avait dû accepter des paysans, il opère en douze heures un retournement complet : d'abord, dans une interview, il accepte bien l'affaire ; dans un deuxième temps, la soirée du dimanche, il durcit sa position, affirmant qu'il n'y avait pas eu de dialogue avec les paysans, qu'on n'avait pas parlé d'agriculture... Enfin, il intente un procès. On imagine aisément les pressions exercées sur lui par des membres du gouvernement. Marcellin veille sur la légalité dite républicaine ! D'ailleurs, Olivier Guichard n'a nullement réagi comme un député de Loire-Atlantique qui avait des comptes à rendre à ses électeurs, mais comme un membre de gouvernement technocratique. Cependant Léo Hamon, dans une interview, se déclare partisan du dialogue avec les syndicalistes, à condition qu'ils viennent dans les préfectures ! On ne saurait mieux se moquer du monde.

Mais la situation ne cesse de se dégrader en Bretagne. Si les paysans manifestent violemment, c'est qu'un nombre croissant d'entre eux se prolétarise. Et dans tous les secteurs, c'est l'exode forcé. Rien n'est fait pour l'industrialisation de la Bretagne. « Une volonté certaine de la part du gouvernement de différer, voire de remettre en cause des engagements précis » : ce n'est pas nous qui le disons, mais « Le Télégramme », peu suspect de parti-pris antigouvernemental (numéro du 19 novembre).

Le projet de port pétrolier à Brest est définitivement abandonné. Grâce à lui, on aura fait marcher les « bonnes volontés » de l'« extrême-ouest » (SEMENF, CECOR et autre CODDAF) pendant quelques années : parlant le jeudi 13 novembre à la tribune de l'Assemblée nationale, Mondon, ministre des Transports, a cité les trois sites retenus comme seuls susceptibles d'accueillir, après aménagement, des pétroliers géants : Dunkerque, Le Havre et Fos-sur-Mer. Pas la moindre allusion à Brest... il est d'ailleurs acquis qu'un très prochain conseil interministériel doit annoncer le choix définitif du Havre, où les aménagements sont en fait commencés depuis longtemps ! Que restera-t-il pour Brest ? Rien, puisqu'il est exclu que l'on puisse envisager la création de deux ports pétroliers-relais pour géants de 500 000, voire un million de tonnes sur le littoral atlantique. Bretons, encore bernés.

Du moins reste-t-il pour la région brestoise les projets de complexe sidérurgique et pétrochimique ? Là aussi, « Le Peuple Breton » a déjà dénoncé la duplicité : le choix du golfe de Fos-sur-Mer, près de Marseille, comme site du grand complexe sidérurgique « sur l'eau » (après Dunkerque) est déjà fait et les travaux très avancés. Pas de sidérurgie, même légère, pour la Bretagne donc. Bretons, encore bernés.

Quant à la pétrochimie, on sait ce qu'il en est : aucune confirmation, aucun démenti ; les professionnels du pétrole ne sont apparemment même pas au courant... Ce qui laisse rêveur sur le sérieux du projet et sur les chances de réalisation effective. Il est vrai que c'est là une technique qui permet d'entretenir chez certains des illusions pendant quelques bonnes années encore. Bretons, on se moque de vous.

Voilà comment se meurt la Bretagne. Il ne nous reste qu'un salut, c'est la mobilisation unie des forces d'opposition. A Nantes, au cours des événements paysans, l'exemple a été donné : l'unité dans le combat des

LA VIE DU PARTI

Le nouveau Comité directeur

Sa composition est la suivante :

— membres élus au dernier Congrès :

B. Le Blavec (section de Vannes),
G. Le Bozec (section de Rennes-Ouest),
Y. Donguy (Rennes-Est), E. Evenou,
réélu (Le Faouët), G. Jaffrédou (Brest-Centre), Y. Quintin (Rennes), Tassel,
Y.C. Veillard, réélu (Rennes-Est)

— membres non sortants élus en 1968 :

J.P. Gourmel (Rennes-Ouest), J.Y. Guimar (Paris-Nord), J.C. Léon (Brest-Recouvrance), Y.C. Le Merrer (Auray),
P.H. Prunet (Concarneau).

SECTION DE BREST-RECOUVRANCE

Depuis le congrès de Guidel, la section de Brest-Recouvrance s'est réunie une seule fois. La réunion a été essentiellement consacrée à faire un compte rendu du congrès pour les camarades qui ne purent y assister, à la suite de quoi une discussion s'est engagée...

Sur le plan pratique, il a été décidé de porter l'effort sur la création de dépôts de journaux, tout en continuant à assurer les ventes à la criée.

SECTION DE BREST-CENTRE

La section de Brest-Centre a vendu 157 exemplaires du numéro 72, alors que la vente du numéro 71 avait à peine atteint le chiffre de 100.

D'autre part, les sections de Brest-Centre et Brest-Recouvrance ont entamé une action avec les organisations démocratiques pour la libération du patriote basque Arrizabalaga, ainsi que de ses deux camarades. 7 000 tracts ont été distribués sur Brest, le vendredi 29 octobre. Une campagne de signatures a été lancée après que fut annoncé, le vendredi 29 octobre, que la peine de mort du patriote basque était commuée en peine de prison à vie. Cette campagne, qui a commencé le lundi 1^{er} novembre, suit son cours.

Réunion du Comité directeur le 9 novembre

Quelques instants après la clôture du VI^e Congrès du Parti, les membres du nouveau Comité directeur se sont réunis pour élire les responsables des postes techniques du Bureau central.

Voici pour un an, la composition de ce bureau :

— Affaires extérieures : J.C. Léon.
— Affaires intérieures : G. Jaffrédou.
— Presse : J.P. Gourmel.
— Trésorerie : J.Y. Guimar.

Réunion du Comité directeur le 30 novembre

Le Comité directeur a fait d'abord une analyse de la situation politique de ces dernières semaines, marquée par un durcissement des luttes socio-économiques, puis a tiré les conclusions du VI^e Congrès de l'U.D.B.

SECTIONS DE PARIS

En dehors de leur travail habituel, les sections de Paris ont distribué le lundi 24 novembre, journée de manifestations contre la répression exercée par le pouvoir à l'encontre des paysans, un tract diffusé à 3 000 exemplaires. L'accueil a été bon et beaucoup ont acheté le journal après avoir lu le tract.

SECTIONS DE RENNES

Rapidement, après le VI^e Congrès du Parti, la section de Rennes se réunissait pour mettre sur pied son plan de travail. Elle devait se diviser en deux : section de Rennes-Ouest et section de Rennes-Est.

Les deux sections ont été sur la brèche tout au long des événements paysans, suite à l'arrestation des trois jeunes agriculteurs de Loire-Atlantique : contacts et aide apportée aux militants et responsables paysans, distribution d'un tract apprécié des agriculteurs eux-mêmes...

Les deux sections tenaient également, le 23 novembre, une réunion commune de recherche idéologique.

La section de Rennes-Est organisait le 25 novembre, une réunion de sympathisants. Elle participe à la mise sur pied d'un Comité de défense de la M.J.C. du « Grand-Cordel » (Maurepas), dont un des dirigeants avait été licencié par Comiti. De son côté, la section de Rennes-Ouest organise son travail dans son secteur.

SECTION DU FAOÛET

La jeune section du Faouët n'a cessé d'être active depuis sa mise sur pied, début octobre. Un effort particulier a été porté sur « Galv », du fait de l'existence d'un groupe local de ce comité : participation à la propagande, à la campagne d'adhésions, à la diffusion du « Livre Blanc et Noir de la Langue Bretonne »...

Une réunion d'information « Galv » s'est tenue à la mairie du Faouët le 31 octobre, en présence de plusieurs personnalités locales, et à laquelle la presse quotidienne fit un large écho. L'ouverture d'un cours public de breton y fut décidée.

Mais les autres types d'activités ne furent pas négligés non plus par les militants du Faouët, qui ont développé la propagande U.D.B., organisé une vente du journal lors du récital Glenmor, contrôlé les dépôts de la contrée...

Enfin, la réunion de section qui précéda le congrès fut consacrée à la discussion approfondie des rapports techniques et du rapport politique du comité directeur en vue du congrès.

L'Union du Peuple Galicien (U.P.G.), mouvement politique qui lutte pour la libération nationale et la construction du socialisme en Galice, salue fraternellement le combat de l'Union Démocratique Bretonne et de tous les socialistes bretons. C'est seulement au moyen d'un travail politique constant et courageux que les peu-

ples opprimés pourront arriver à leur définitive libération nationale et sociale. Continuez, camarades, votre combat pour la décolonisation de la Bretagne dans le cadre de l'internationalisme prolétarien.

Vive la solidarité des peuples opprimés dans leur lutte contre l'impérialisme.

Union du Peuple Galicien (U.P.G.).

ouvriers, des paysans et des étudiants. Cependant il ne faut pas se cacher les difficultés qui seront à surmonter. L'hostilité entretenue par la bourgeoisie depuis plusieurs dizaines d'années entre les ouvriers et les paysans reste vive en bien des endroits. Puis les buts que l'on se propose d'atteindre ne sont pas toujours clairement définis. C'est ainsi que si les C.D.J.A. de Bretagne mêmement, en comparaison de l'ensemble du C.N.J.A., un combat progressiste, il n'en reste pas moins vrai que beaucoup de syndicalistes agricoles bretons, soucieux de réclamer « leurs chances » dans une Bretagne qui serait prospère, ne s'organisent pas en fonction du processus de prolétarianisation de la paysannerie bretonne ou n'avancent que des mots d'ordre à court terme, alors que c'est le capitalisme qu'il s'agit de renverser. Notre mot d'ordre principal doit être la nécessité de faire la jonction des luttes des ouvriers, des paysans et des intellectuels contre le colonialisme qui tue notre peuple.

UDB

APRÈS LES ÉVÉNEMENTS PAYSANS

(Suite de la page 1)

N'a-t-il pas fait état de la possibilité de circonstances atténuantes, « étant donné que l'ordre public n'avait pas été troublé depuis le 18 novembre, et compte tenu des paroles apaisantes prononcées par les dirigeants des syndicats paysans » ? Il ne s'agit donc pas de la condamnation d'agriculteurs isolés, mais de la condamnation du syndicalisme « contestataire » breton, en particulier du Centre Régional des Jeunes Agriculteurs, et plus largement de l'ensemble des agriculteurs qui refusent de disparaître et d'être les victimes du capitalisme. *Condamnés par Mansholt et Vedel, ils l'ont été une nouvelle fois par la « justice » du système bourgeois.*

L'ATTITUDE DU SYNDICALISME TRADITIONNEL

Face à cette provocation gouvernementale à l'égard des petits et moyens agriculteurs, déjà victimes, entre autre, des restrictions de crédit, mais coupables aux yeux du pouvoir de ne pas disparaître assez rapidement, ou tout au moins de ne pas se résigner, les deux centrales syndicales dites « représentatives » ont joué un jeu différent : prudence pour la F.N.S.E.A., récupération pour le C.N.J.A.

● La F.N.S.E.A., contrôlée par les céréaliers et betteraviers capitalistes (De Cafarelli, Blondelle, etc.), a prêché la prudence, dans l'attente d'un « geste de bonne volonté » du gouvernement, qui détendrait l'atmosphère et éviterait les manifestations spontanées de la base. Grâce à des manœuvres de couloir (rencontres avec Marcellin, Pleven et Duhamel), ils ont pu obtenir, avec soulagement, la libération des détenus. « Il ne faut pas jouer avec le feu », déclarait Debatisse, et ne pas empêcher « la marche de la clémence » par des manifestations déplacées ; La F.N.S.E.A. rappelait, en outre, qu'elle « entend maintenir son combat sur le plan strictement professionnel », façon on ne peut plus claire de désavouer les actions du syndicalisme breton.

et en particulier les manifestations communes entre paysans, ouvriers et étudiants de Nantes et de Saint-Nazaire.

La libération des trois agriculteurs a ainsi permis à la F.N.S.E.A., complice du gouvernement, de ne pas s'engager aux côtés des agriculteurs de l'ouest. Ce n'est que fort tardivement, le 28 novembre, que la Fédération nationale semble réagir, en convoquant un congrès extraordinaire pour les 17 et 18 décembre. Mais quel est son objectif, sinon une *reprise en main*, grâce à un semblant durcissement occasionnel et apparent ? Les dirigeants nationaux se sont en effet rendus compte, non de la gravité

« Si nos « seigneurs » d'aujourd'hui ne sont pas comtes ou marquis, si la férocité laisse parfois la place au paternalisme, la justice est plus que jamais de classe et le flic sert toujours la propriété... »

Extrait d'une lettre adressée par la section des fermiers et métayers de la Haute-Vienne à S. Lorenzi, réalisateur du film T.V. « Jacquou le Croquant ».

de la situation de l'agriculture, mais de la gravité de leur propre remise en cause par la base. D'où la nécessité pour eux de reprendre le contrôle de la paysannerie en vue d'un apaisement et d'éviter d'apparaître en retrait par rapport à l'activisme verbal du C.N.J.A. Souhaitons que ce congrès soit l'occasion de révéler au grand jour les divergences fondamentales entre les intérêts d'une minorité de gros agriculteurs et ceux de la masse des paysans pauvres des régions excentrées.

● Le C.N.J.A., quant à lui, s'est mieux tiré de cette « épreuve ». Il a affirmé immédiatement sa solidarité avec les agriculteurs de Loire-Atlantique, ceci d'autant plus facilement qu'il s'agissait de trois de ses mili-

tants. Le succès de la journée de manifestations du 24 novembre, décidée par lui, n'a pas peu contribué à le remettre en selle à fort bon compte. Belle récupération, mais qui ne trompe personne, surtout pas les jeunes agriculteurs de l'ouest qui ont d'ailleurs boudé cette journée d'action. L'opposition entre le C.N.J.A. et le Centre Régional des Jeunes Agriculteurs (Bretagne et Pays de Loire) demeure plus nette que jamais : à la politique du dialogue et de la concertation permanente avec les pouvoirs publics, le C.R.J.A. oppose l'action de masse et la concertation avec les centrales ouvrières. Au réformisme visant à faire bénéficier le maximum d'agriculteurs moyens du progrès capitaliste, le C.R.J.A. oppose l'action politique pour la défense des plus déshérités, dans une perspective socialiste.

VERS UNE CLARIFICATION INDISPENSABLE

Quelle va désormais être l'attitude du syndicalisme breton à l'égard des syndicats traditionnels aînés et jeunes ? Les éléments avancés de la paysannerie bretonne sauront-ils tirer la leçon des événements des semaines écoulées ?

En ce qui concerne le C.R.J.A., celui-ci a déjà pris ses distances à l'égard de la direction nationale lors du dernier congrès (élimination de B. Thureau, du C.D.J.A. de Loire-Atlantique, au profit de Simon, président du C.N.J.A.) et surtout à l'occasion des journées nationales du mois d'octobre dernier, suivi en cela par les jeunes du sud-ouest, de la région Rhône-Alpes, etc. (boycott du discours de Duhamel). Un clivage de plus en plus net, fondé sur des divergences idéologiques, s'opère. On en arrive à une scission interne de fait, marquée tout dernièrement par un élément nouveau : la publication d'un journal mensuel propre au C.R.J.A. et exposant ses conceptions et ses divergences (cf. « Vent d'Ouest », n° 1 - Novembre 1969 - 12, rue de Strasbourg, 44 - Nantes). Mais l'inten-

tion des jeunes agriculteurs « contestataires » n'est pas de quitter l'organisation nationale, mais bien plutôt de prendre prochainement le contrôle du C.N.J.A., avec l'appui d'autres régions, afin de lui imprimer leur direction.

Au niveau du syndicalisme aîné, le problème est plus complexe. Notons tout d'abord que les événements récents ont créé dans certains départements une certaine tension entre les C.D.J.A. et les F.D.S.E.A. (Ille-et-Vilaine, Morbihan, Finistère naturellement, où l'opposition est connue et ancienne). Certains responsables de fédérations départementales, accusés de collaboration avec la F.N.S.E.A., ont pu être contestés par les jeunes et les moins jeunes, en particulier lors du meeting de Rennes, le 22 novembre. Le problème de l'unité du syndicalisme ne se pose donc pas seulement au niveau national (entre agriculteurs riches et pauvres, gros et petits, entre régions céréalières et bien placées, et régions d'élevage périphériques, aux intérêts divergents, etc.), mais également, quoique à un moindre degré, à un niveau régional et départemental (entre jeunes agriculteurs condamnant sans ambiguïté l'économie libérale et le capitalisme, et certains aînés plus « conciliants »). Mais ceci n'est pas valable pour tous les départements, en particulier la Loire-Atlantique ; il reste à souhaiter que le congrès extraordinaire de la F.N.S.E.A. des 17 et 18 décembre soit l'occasion d'un clivage plus net, voire d'une rupture officielle. Une fédération départementale prendra-t-elle la responsabilité de cette scission et de la constitution d'un syndicat véritablement préoccupé des problèmes de la paysannerie déshéritée ? Il est surtout à souhaiter que la masse des agriculteurs bretons, rejoignant les jeunes syndicalistes dans leurs analyses, ne se laissent pas tromper une nouvelle fois, et prennent conscience que leurs alliés véritables ne se trouvent pas du côté de la F.N.S.E.A. et des notables, mais du côté des travailleurs.

C. CANEVET.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA CSF

(Suite de la page 1)

3° Les salaires :

Ils relèvent des disparités dont on jugera par les chiffres suivants :

- 255 personnes ont un salaire compris entre 770 et 1 000 F par mois.
- 585 personnes ont un salaire compris entre 1 000 et 1 500 F par mois.
- 170 personnes ont un salaire compris entre 1 500 F et 2 000 F par mois.
- 65 personnes ont un salaire compris entre 2 000 et 3 000 F par mois.
- 15 personnes ont un salaire compris entre 3 000 et 10 000 F par mois.

Les treize personnes les mieux payées touchent autant que les 148 les plus mal payées.

Le syndicat C.F.D.T. de l'entreprise demandait :

- une compression de cette échelle avec un minimum de 850 F pour les plus bas salaires ;
- la parité avec les salaires de la région parisienne.

4° Enfin, l'action revendicatrice portait aussi sur l'aménagement d'une prime de transport, l'usine étant située à six kilomètres du Centre de Brest.

LE DEROULEMENT DE LA GREVE :

Le jeudi 13 novembre, devant l'intransigeance de la direction et son refus de négocier, la grève se déclenche. Le vendredi, durcissement, la grève sur le tas est décidée ; la direction accepte de négocier : après 10 heures de discussions, seul le premier point est abordé. A vingt heures, les ouvriers décident d'attendre sur place les résultats. Le patronat rompt alors les négociations, et pose comme préalable à leur reprise, l'évacuation de l'usine. Le personnel décide alors, pour l'obliger à reprendre « le dialogue », de séquestrer la direction.

La négociation reprendra effectivement mais longue et hachée de pièges et de provocations :

- proposition de « discuter entre gens biens » à l'heure de l'apéritif dans l'hôtel le plus huppé de la ville ;

- « ouverture » le matin donnant un espoir d'aboutissement, et durcissement brutal le soir. Cette méthode devait dans l'esprit du patronat pousser les ouvriers à occuper l'usine, et permettre ainsi le « lock-out » ;
- pressions odieuses sur les familles en l'absence du salarié en grève, sous forme de la lettre suivante :

« M..... »

Nous constatons que vous avez passé les journées du 14 et du 18 novembre, la majeure partie de la journée du 17 et la matinée du 19 novembre à l'intérieur de notre établissement sans effectuer votre travail, vous déplaçant à travers l'usine sans motif de service et employant votre temps en des discussions ayant notamment pour effet de perturber l'activité de vos collègues qui accomplissent normalement leur travail.

Ces agissements constituent des fautes professionnelles graves qui ne sauraient être justifiées par l'exercice du droit de grève. En effet, la grève constitue une suspension du contrat de travail, lequel interdit aux grévistes l'occupation des lieux de travail dont l'accès n'est autorisé qu'aux seules fins d'exécution du travail.

En conséquence, nous vous invitons formellement par la présente, à reprendre immédiatement sur les lieux de travail votre activité normale, conformément à votre contrat individuel et au règlement interne de l'établissement. A défaut, nous nous réservons de donner à votre infraction les suites juridiques qu'elles comportent.

Nous vous confirmons par ailleurs la présente lettre recommandée. Veuillez agréer, M....., nos salutations distinguées »

Dans le même temps qu'elle menaçait ainsi l'avenir de plusieurs centaines de familles, la direction recevait dans les salons de l'Hôtel Continental, des cadres fidèles, venus témoigner leur soumission. En réponse à cet ultimatum, les travailleurs et leurs familles vinrent brûler ces lettres face à l'Hôtel de Ville, montrant ainsi leur détermination à poursuivre la lutte pour l'aboutissement de leurs reven-

dications, malgré les méthodes inadmissibles employées par le patronat

LES RESULTATS :

Après dix jours de grève, la direction cédait et les points suivants étaient acquis :

- Elections séparées des délégués du personnel.
- Commissions créées à l'initiative du Comité d'entreprise dans les conditions définies par la Commission expérimentale.
- Salaires minimum alignés sur les Centres parisiens du trust Thomson-CSF.
- Augmentation des salaires les plus bas pour les plus basses catégories et contrôle de leur évolution par les délégués ouvriers.
- Aménagement de la prime de transport.

Le travail a donc repris, satisfaction étant donnée aux ouvriers sur des points

importants Ceci n'a pu être obtenu que grâce à la détermination des travailleurs de la C.S.F., face aux pratiques inadmissibles et aux méthodes d'intimidation du patronat.

Cette lutte est une de celles menées un peu partout en Bretagne par la classe ouvrière qui prend de plus en plus conscience de l'exploitation de type colonial à laquelle elle est soumise. La discrimination entre les salaires de l'usine brestoise de la Thomson-CSF et ceux des Centres de la région parisienne est l'un des aspects de cette exploitation ; la subordination des unités de fabrication de « province » aux Centres de décisions parisiens en est un autre.

Il appartient aux ouvriers bretons de lutter non seulement sur le plan des revendications salariales, mais aussi sur celui de la décentralisation des Centres de décisions, afin qu'ils puissent vivre en Bretagne en hommes libres et responsables.

Section Brest-Recouvrance

ENTREPRISE GÉNÉRALE DU BATIMENT

Pierre GUERROT & Fils

5, RUE MADAME DE SEVIGNE
QUIMPER — ERGUE-ARMEL

TERRASSEMENT
MAÇONNERIE
BETON ARME

CHARPENTE
MENUISERIE

Téléphone : 10-91

LE PRÉSIDENT DES JEUNES AGRICULTEURS DU FINISTÈRE RÉPOND A NOS QUESTIONS

LE PEUPLE BRETON a interrogé sur un certain nombre de problèmes agricoles Louis JEGOU, président du Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs (C.D.J.A.) du Finistère. Précisons que cette interview a été réalisée avant les derniers événements agricoles, en particulier l'arrestation des trois syndicalistes de Loire-Atlantique.

LA COOPERATION AGRICOLE

LE PEUPLE BRETON : *Les agriculteurs les plus avancés portent un jugement très critique sur la coopération agricole. On a dit que les coopératives n'étaient qu'un aménagement du système capitaliste ou du « capitalisme en groupe ». Qu'en penses-tu ?*

Louis JEGOU : La coopération, en organisant la production des agriculteurs, avait pour but, à l'origine, de résister à la concentration capitaliste. En fait, les coopératives sont en concurrence directe, dans tous les domaines, avec les entreprises privées : obligées de jouer le jeu de la concurrence, elles doivent s'aligner automatiquement sur les prix des grandes maisons telles que « Rallye », les « Centres Leclerc », « Super Ouest ».

Mais les coopératives sont aussi en lutte entre elles. Ainsi, dans le domaine laitier, les coopératives de Landerneau, de Ploudaniel et UNICOPA (1) sont en rivalité pour la vente des produits. C'est entre elles une lutte à mort. C'est celle qui offre le prix le plus bas qui gagne. Cela veut donc dire que les agriculteurs se concurrencent entre eux, puisque les coopératives sont censées être leur outil.

Il faut noter la faiblesse de la coopération. Elle ne s'est contentée, par exemple dans le domaine laitier, que de la production et de la transformation des produits. Il lui manque le troisième maillon de la chaîne, sans doute le plus important : les circuits de distribution.

En ce qui concerne la viande, la coopération, en général, s'occupe seulement de la production et de la mise en marché ; cela veut dire, en réalité, qu'elle organise la production au bénéfice des industriels, des sociétés capitalistes. La coopération a donc un faible poids face à la concentration capitaliste. Finalement, les agriculteurs restent dépendants des circuits de distribution et des industriels.

Les pionniers avaient même vu dans la coopération un moyen de moraliser les marchés. On doit constater que cet objectif est loin d'être atteint.

De plus, les coopératives ont tendance à faire une sélection parmi leurs adhérents, parce qu'il faut être absolument compétitif. Il leur est préférable d'avoir 20 engraisseurs de 200 porcs que 50 de 40 porcs. Si, économiquement, on doit souhaiter, dans l'état actuel des choses, que chaque éleveur ait 200 porcs, il faudrait que les coopératives assurent à leurs adhérents surtout 1° le financement : le plus souvent, chaque agriculteur doit se débrouiller pour trouver les capitaux ; 2° une formation technique, car on ne mène pas 200 porcs en bande unique comme on en élève 40. Si les coopératives sélectionnent les adhérents, où iront les autres agriculteurs ? Les paysans délaissés n'ont pas eu, le plus souvent, les moyens d'être des agriculteurs à part entière.

LE P.B. : *La coopération présente-t-elle cependant un intérêt pour le syndicalisme agricole ?*

L. J. : Les coopératives permettent parfois de maintenir une production dans une région. Ce fut le cas pour la culture des petits pois dans le Sud-Finistère. Au contraire, les industries privées n'hésitent pas à partir ailleurs, surtout dans la région parisienne où les structures et la concentration de la production permettent de mieux rentabiliser les capitaux.

Ceci peut se faire pour n'importe quelle production ; c'est déjà fait en partie pour l'aviculture qui a tendance à fuir la Bretagne. De même, la production porcine peut se concentrer dans le Bassin Parisien, proche des grands centres de consommation. A ce propos, le directeur du FORMA (2) affirme qu'il y a un « problème porcelet » ; en effet il faut savoir que l'élevage des porcelets est une tâche très ardue, réservée à des travailleurs du genre « Portugais » et qui se fait en Bretagne, mais pas encore dans le Bassin parisien, par manque de main-d'œuvre. Tandis que pour l'engraissement du porc, pas de problème : dans le Bassin parisien, certains agriculteurs ont tous les moyens qu'il faut pour monter les porcheries.

Les coopératives aident à la formation des hommes dans le domaine technique et dans le domaine économique. Elles assurent la formation d'un certain nombre d'agriculteurs qui, autrement, n'auraient pas pu prendre leurs responsabilités. Pour le syndicalisme, la coopération devrait permettre d'allier efficacité économique et rôle social, c'est-à-dire promotion et libération des hommes, en particulier par la mise en place de structures de production qui libèrent les agriculteurs de l'esclavage du travail, notamment dans le domaine des productions animales.

Dans la mesure où les agriculteurs se rendent compte que ces objectifs économiques et sociaux ne peuvent être atteints dans le système libéral, les coopératives peuvent être un moyen de prise de conscience : les agriculteurs sont brimés dans le système actuel. Même si la coopération agricole joue un certain rôle éducatif dans la formation des hommes et rien que pour un certain nombre d'adhérents privilégiés, finalement elle ne libère pas les agriculteurs, car elle est contrainte de jouer le jeu du capitalisme.

LE P.B. : *Quels sont les problèmes posés par les salariés des coopératives ?*

L. J. : La coopérative se comporte comme un patron d'industrie : c'est un président ou un directeur qui commande, qui gère l'affaire. La situation des salariés des coopératives est exactement la même que celle des ouvriers des usines Renault ou Citroën. Ils n'ont rien à dire, n'ont aucun pouvoir de décision sur la marche et la gestion de la coopérative. Dans toute la Bretagne, à ma connaissance, une seule coopérative, la CANA (3), en Loire-Atlantique, aurait deux ouvriers dans son conseil d'administration.

Cette situation explique le comportement des salariés à l'intérieur des coopératives. Ainsi, dans une coopérative laitière de la Sarthe, les salariés ont fait grève récemment — ce que je ne condamne pas — et ainsi empêchaient l'outil de travail des

agriculteurs de fonctionner.

D'ailleurs, les salariés des coopératives sont souvent mal payés, le tarif d'embauche étant, dans bien des cas, le S.M.I.G.

LES GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN (G.A.E.C.)

LE P.B. : *Quels sont les problèmes posés par les G.A.E.C. ?*

L. J. : Les GAEC, dans l'esprit des promoteurs, visaient :

1° à libérer les agriculteurs face aux investissements qu'ils étaient à plusieurs à supporter.

2° à les spécialiser dans le travail pour obtenir une certaine efficacité économique, le travail étant par exemple réparti entre le responsable de l'atelier des porcs, celui de l'atelier des vaches et celui des travaux des champs.

3° une liberté plus grande face au travail, pour être libre le dimanche et prendre des congés à tour de rôle.

Mais l'atelier à un travailleur ou à un ménage n'est plus viable humainement. Beaucoup d'agriculteurs s'aperçoivent qu'ils n'ont pas le droit d'être malades. Deux jours de maladie et c'est la panique. Et tous les problèmes qui se posent : difficulté de trouver un remplaçant ; pas le temps de lire, de se cultiver, de se recycler, alors que, de plus en plus, les agriculteurs ont besoin de réapprendre à chaque instant.

Dans la réalité, on s'aperçoit qu'il y a peu de GAEC qui permettent à leurs membres de prendre des congés.

LE P. B. : *Les GAEC ne sont-ils, eux aussi, qu'un aménagement du système capitaliste ?*

L. J. : Le financement des G.A.E.C. est particulièrement lourd à supporter. Alors qu'en principe, la loi avait prévu de favoriser ce type d'exploitation, il faut des démarches administratives très longues. Il faut deux ans avant qu'un prêt soit débloqué pour un G.A.E.C., entre sa création et la mise en place d'un atelier.

Et puis les membres du G.A.E.C. se heurtent aux mêmes problèmes que les autres agriculteurs. On leur demande de rentabiliser les investissements et de rembourser les prêts en même temps : ainsi les annuités à payer peuvent venir alors qu'il faut augmenter le capital d'exploitation, le cheptel par exemple.

On voit des G.A.E.C. qui ont trois ans de fonctionnement et qui ne peuvent donner un salaire décent à leurs adhérents.

On s'aperçoit d'ailleurs qu'il y a un grand nombre de G.A.E.C.-bidons où le financement est, pour la plus grande partie, assuré par un seul individu, le quel a, par le fait même, le pouvoir de décision. Ainsi celui d'Alexis Gourvenec où travaillent des Portugais et qui n'ont aucun droit de regard sur la marche de l'exploitation. Pourtant le but des G.A.E.C. était de donner à tous leurs membres des responsabilités et un pouvoir de décision.

La loi permet même d'acheter d'autres exploitations sans en référer à la commission des cumuls : le G.A.E.C. est un moyen de cumuler en toute légalité.

De toute façon, confrontés à la concurrence capitaliste, les G.A.E.C. sont obligés de jouer le jeu : faire des entreprises valables à tout prix, sans tenir compte des autres agriculteurs qu'ils sont amenés à écraser.

LE PLAN MANSHOLT

LE P.B. : *Comment analyses-tu, dans ses grandes lignes, le Plan Mansholt ?*

L. J. : Le Plan Mansholt part de l'idée que l'Europe deviendra de plus en plus excédentaire en produits agricoles, qu'il faut donc diminuer la production (alors que des pays sous-développés crèvent de faim !). Le Plan définit trois types d'agriculture : l'agriculture compétitive, l'agriculture qu'il faut aider pour qu'elle devienne compétitive et l'agriculture qui pose des problèmes sociaux. Parmi les moyens à mettre au service de l'agriculture, des subventions peuvent être données surtout aux deux premières catégories, ce qui aura pour résultat d'accroître les inégalités entre agriculteurs et entre régions.

Le Plan dit encore que le développement de l'agriculture peut se faire dans des exploitations de type associatif (exemple : les G.A.E.C.) ou des entreprises capitalistes, et qu'on distribuerait les aides indifféremment aux deux types, surtout par la mise en place d'ateliers, par exemple, de 450 à 600 places à l'engrais, d'étables, de 40 vaches laitières et de 150 à 200 bovins à l'engrais, d'ateliers de 80 à 120 hectares de céréales.

Cela veut dire que celui qui a déjà 200 hectares pourra mettre en place tous les ateliers définis plus haut, rien qu'avec l'aide de l'Etat ! Cela veut dire que les agriculteurs favorisés seront encore plus favorisés et que le fossé ne fera que se creuser entre agriculteurs riches et agriculteurs défavorisés.

Dans l'optique du Plan Mansholt, les régions pauvres — surtout la Bretagne, le sud-ouest, l'Auvergne — seraient toutes indiquées pour faire des parcelles de détente et de reboisement. En fait, ces parcelles, placées loin des grands centres urbains, ne permettront pas aux salariés de prendre la détente en question, parce qu'ils n'en auront pas les moyens. L'orientation est déjà prise, dans le tourisme, de faire des affaires rentables pour les seules personnes fortunées.

Le Plan Mansholt prévoit la reconversion d'un agriculteur sur deux et, pour cela, la création de 80.000 emplois par an. Mais il ne prévoit pas d'industrialiser les régions pauvres, ce qui accélérerait encore l'exode des populations vers les grandes zones urbaines (Paris, axe Rhône-Rhin...). D'ailleurs, le Plan Mansholt reconnaît bel et bien cet exode, puisqu'il affirme textuellement qu'on devra s'y résoudre dans certains cas.

LE P. B. : *Cette position est en pointe par rapport à celle de l'ensemble du C.N.J.A. Comment se définissent, à l'égard du Plan Mansholt, la plupart des C.D.J.A. ?*

L. J. : Il semble que, sous le prétexte d'une politique de structures que Mansholt a soulignée dans son memorandum, le C.N.J.A. ait pris hâtivement position pour le Plan Mansholt. Mais le C.N.J.A. ne s'est pas référé à la base pour prendre position et n'a pas tenu compte des répercussions que le Plan aurait sur les agriculteurs défavorisés. Le C.N.J.A. et le C.D.J.A. du Finistère n'ont pas la même stratégie. Le C.N.J.A. pense qu'on peut aménager le système progressivement de l'intérieur, d'autant plus qu'il estime ce système encore en place pour de longues années. Le C.D.J.A. du Finistère, tout comme les autres C.D.J.A. de Bretagne et des Pays de Loire, remet au contraire totalement en cause le système libéral qui ne peut qu'aggraver les différences entre régions riches et régions défavorisées et vider notre région de son potentiel humain.

(1) U.N.I.C.O.P.A. : Union régionale des coopératives agricoles (Morbihan).
(2) F.O.R.M.A. : Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
(3) C.A.N.A. : Coopérative agricole La Noëlle d'Ancein.

(Suite page 5)

LIBRAIRIE CELTIQUE

Envoi de catalogue sur demande
Livres anciens et modernes
Régionalisme
Achat de lots et bibliothèques
108 bis, rue de Rennes
PARIS (6^e)

LA CHAUMIERE

Nozh Club war an aod

29 - S. — SAINTE-MARINE

Selected by the B.B.C.

Le Président du C.D.J.A. du Finistère répond à nos questions

(Suite de la page 4)

LES RECENTES MESURES GOUVERNEMENTALES

LE P.B. : *Quelles seront les conséquences de la dévaluation sur les agriculteurs de Bretagne ?*

L. J. : 1° Les producteurs de porcs et les aviculteurs paieront plus cher les aliments : augmentation de 12 % du tourteau de soja, du tourteau d'arachide, de la farine de poisson.

2° Les taux d'intérêt du crédit agricole sont augmentés en moyenne de 1,5 %, ce qui signifie qu'un agriculteur qui s'installe maintenant, avec un investissement de 10 millions d'anciens francs, verra son revenu diminuer de 150.000 A.F. par an.

3° Le prix du matériel agricole est augmenté.

Malgré toutes ces augmentations, le prix de vente des produits agricoles restera le même.

Autre conséquence : l'austérité dans le budget de l'agriculture qui va aggraver les disparités entre les productions. Le soutien des céréales va recevoir quelque 500 millions de N.F. de plus, somme prélevée sur le soutien à la production animale.

De plus, on subventionne les importations de porc (de Belgique et de Hollande surtout) alors que la production porcine pouvait se faire dans notre région. C'est encore une contradiction de la politique gouvernementale qui, finalement, coûte très cher à la collectivité. Pour 100 kilos de carcasse porcine, c'est près de 40 NF — ce qui est très fort — que le FORMA (2) va verser aux pays voisins.

LE P. B. : *Quelle est ta position sur la réforme du crédit agricole ?*

L. J. : La réforme du crédit agricole, dans l'état actuel des choses, semble bloquée. Mais la fameuse formule du ministre de l'agriculture « que le crédit agricole deviendrait l'instrument privilégié de sa politique » fait poser beaucoup de questions aux agriculteurs.

Le crédit agricole doit être un outil entre les mains des agriculteurs et non entre les mains du ministre de l'agriculture. Il faut savoir qu'en agriculture les investissements ne peuvent pas s'amortir sur trois, quatre ou cinq ans comme dans l'industrie. Le crédit doit donc conserver une vocation agricole essentielle, ce qui ne veut pas dire que l'agriculture doit rester une perpétuelle assistée, ni un secteur en marge de l'économie.

Dans la situation actuelle, c'est la réduction du crédit qui nous préoccupe le plus. Le gouvernement nous a dit qu'il était nécessaire que les agriculteurs se modernisent ; mais actuellement, dans notre région, ils ne peuvent le faire. Ainsi, dans de nombreuses caisses locales, les demandes faites maintenant n'ont d'espoir d'être satisfaites que dans huit mois. Les agriculteurs ne pourront améliorer leurs outils de travail.

La réduction du crédit a également des répercussions sur les secteurs qui travaillent avec l'agriculture. Ainsi la CAV (4) à Landivisiau, a décidé d'arrêter son programme de développement, faute de finances. Elle envisageait de monter 3.500 places de porcs charcutiers et 600 cases de maternité. Le tiers seulement a été réalisé ; le reste a été arrêté, faute de moyens.

LE P. B. : *Le « Rapport Vedel » a fait beaucoup de bruit dans l'opinion. Qu'en penses-tu ?*

L. J. : Le « Rapport Vedel », à la suite du Plan Mansholt, a le mérite de clarifier la situation. Nous allons vers le type d'agriculture où une minorité seule se tirera d'affaires. On veut faire, à tout prix, une agriculture compétitive qui sacrifiera forcément les régions défavorisées et les agriculteurs qui n'ont pas d'argent pour se moderniser.

LE MARCHÉ COMMUN AGRICOLE

LE P. B. : *Il y a quelques années, les agriculteurs avaient placé beaucoup d'espoir dans le Marché commun. En est-il toujours ainsi ?*

L. J. : On a fait valoir aux agriculteurs français que l'Europe constituait un énorme débouché pour la production française. Mais, depuis dix ans, les autres pays du Marché commun (Allemagne et Italie notamment) ont développé leur production et arrivent à se satisfaire à peu près. Pour nos produits agricoles, les débouchés n'existent pratiquement plus.

Le fait d'avoir une Europe agricole seule sans politique commune en matière de monnaie et d'industrie nous a conduits dans l'impasse. Il suffit de voir les problèmes posés à l'Europe agricole par la dévaluation française, puis par la réévaluation du mark.

Le traité de Rome avait prévu un développement harmonieux des régions à l'intérieur de la Communauté. Cet objectif ne peut en fait être réalisé dans une Europe libérale, ce dont le syndicalisme agricole de l'ouest est depuis longtemps conscient.

LE P. B. : *Peux-tu donner quelques exemples de la politique libérale du Marché commun à l'égard de la Bretagne et des régions défavorisées ?*

L. J. : Il s'agit principalement de dénoncer la politique par laquelle le FEOGA (5) vient surtout en aide aux gros producteurs de céréales et de betteraves, productions déjà excédentaires dans le Marché commun. D'autre part, dans cette politique il n'y a aucune volonté de régionaliser les productions, ce qui veut dire que les régions pauvres le resteront et même s'enfonceront davantage dans leur sous-développement.

LE P. B. : *Cette politique ne pose-t-elle pas des problèmes au syndicalisme « unitaire » ?*

L. J. : La politique suivie par le Marché commun, il faut le dire, reçoit l'approbation d'une bonne partie du syndicalisme actuel. Les intérêts des gros producteurs et des paysans pauvres sont totalement contradictoires : c'est là que se pose le problème du syndicalisme unitaire.

En tout cas, à mon point de vue, le syndicalisme unitaire, s'il doit subsister, doit défendre en priorité les plus défavorisés. La défense des prix et la défense de l'exploitation familiale ont conduit le syndicalisme agricole à faire la politique des gros producteurs. Un exemple pour illustrer la politique des prix : un producteur de 10 hectares de céréales produisant 400 quintaux de blé, s'il y a une augmentation de prix de 100 AF au quintal, aura un revenu supplémentaire de 40.000 AF. Mais un gros producteur qui a 100 hectares et produit 4.000 quintaux aura un revenu supplémentaire de 400.000 A.F. Or, comme chacun sait, les exploitations de 100 hectares sont très rares dans notre région.

La politique des prix encourage surtout les gros producteurs, bien placés géographiquement et ayant de bonnes structures de production. Cela a conduit les syndicalistes agricoles bretons, ces dernières années, à être les fantassins des gros producteurs du Bassin parisien.

Cette politique de l'augmentation des prix ressemble d'ailleurs à l'augmentation des salaires en pourcentage.

Une autre contradiction — dont le syndicalisme unitaire est en partie responsable — est de regrouper des propriétaires terriens et des fermiers ; rien que cela rend le choix du syndicalisme très difficile. A partir de là, qui va-t-on défendre ? Les possédants ou les fermiers ? Par exemple, pour l'octroi de l'I.V.D. (6), on fait une discrimination entre ceux qui sont propriétaires exploitants et les fermiers. Ces derniers se voient souvent refuser l'I.V.D. parce qu'ils ne sont pas libres d'attribuer la terre à l'exploitant de leur choix.

LES PERSPECTIVES D'ACTION

LE P. B. : *Les agriculteurs réclament de plus en plus l'industrialisation des régions pauvres. Pourquoi ?*

L. J. : Les agriculteurs s'aperçoivent que l'agriculture ne peut pas se développer toute seule dans notre région. Il est nécessaire

qu'il y ait un équilibre entre le secteur industriel et le secteur agricole. L'industrie permettrait d'employer la main-d'œuvre qui quitte l'agriculture, de trouver du travail sur place. On ne peut plus accepter que la Bretagne exporte ses forces vives.

D'autre part, l'agriculture trouverait pour ses produits un débouché plus grand sur place. L'industrialisation de la région est en fait la condition de la survie de la région.

Reste aussi posée la question de l'industrialisation de l'agriculture. Dans la mesure où elle se fera chez nous, sera-t-elle dominée par l'exploitation capitaliste ou permettra-t-on la mise en place d'une coopération dynamique ?

LE P. B. : *Peux-tu parler de quelques perspectives d'action immédiate du C.D.J.A. du Finistère ?*

L. J. : Les restrictions actuelles du crédit agricole, brisant le dynamisme des agriculteurs, sont actuellement le problème le plus préoccupant. Il s'agit de savoir si les jeunes agriculteurs auront une place dans l'agriculture. Il est essentiel qu'ils en prennent tous conscience dans un premier temps. La prise de conscience devrait permettre de déterminer le type d'action que l'on va engager sur ce terrain.

Je pense que nous ne sommes pas les seuls concernés par les restrictions de crédit : les ouvriers en ressentiront eux aussi les effets (arrêt des investissements et donc chômage). Cela peut conduire à une concertation entre agriculteurs et ouvriers, qui pourrait déboucher sur des actions communes.

Autre problème important : la lutte contre les cumuls. Les jeunes agriculteurs par-

ticulièrement ont à s'atteler à ce problème et à mener une contestation énergique. Des non-agriculteurs — marchands de bestiaux et industriels — s'octroient la terre. L'attribution des terres ne doit pas se faire en fonction de l'argent.

Même problème pour les créations d'élevage : un exemple : la femme d'un abat-teur de poulets de Guerlesquin se proposait récemment de monter un élevage de porcs très important. Il est nécessaire que le syndicalisme arrête des abus si criants pour que la terre devienne un outil de travail entre les mains des agriculteurs.

LE P. B. : *Ces deux types d'action sont-ils reliés à une stratégie d'ensemble ?*

L. J. : Les deux problèmes dont je viens de parler ne sont que des exemples de la lutte que nous entendons mener sur tous les plans pour :

- former des hommes ;
- supprimer les inégalités entre les régions et entre les agriculteurs ;
- permettre aux agriculteurs de s'insérer véritablement dans la société ;
- les amener à remettre en cause le système libéral qui les exploite ;
- les aider à définir un autre type de société où l'homme ne serait pas seulement jugé en fonction de ce qu'il gagne.

(4) C.A.V. : Coopérative agricole de vente.
(5) F.E.O.G.A. : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
(6) I.V.D. : Indemnité viagère de départ (pour les vieux agriculteurs).

(Interview réalisée par Jean-Paul Gourmel).

LA BRETAGNE et les restrictions de crédit

Les mesures d'austérité prises par le gouvernement pour redresser l'économie chancelante du pays, frappent, en Bretagne comme ailleurs, essentiellement les travailleurs, qui ne sont nullement responsables de la situation engendrée par les spéculateurs capitalistes mais en supportent seuls les frais.

Par contre, l'économie de la Bretagne, plus fragile que nulle autre, est mise directement en danger par les restrictions de crédit qui touchent tous les secteurs d'activité, en particulier l'agriculture et le bâtiment.

★ Situation dramatique en effet chez de nombreux agriculteurs, en particulier chez les jeunes : malgré des satisfactions partielles obtenues début novembre par le syndicalisme, le Crédit Agricole devient de plus en plus sélectif et échappe au contrôle des agriculteurs. Le problème est particulièrement grave pour les crédits aux bâtiments d'élevage, dans une région à très nette prépondérance des productions animales : ces entraves ne peuvent que contribuer à accélérer le processus de transfert de ces productions vers des régions mieux placées et où les agriculteurs sont mieux pourvus en capitaux.

★ Un exemple concret : la Coopérative de Saint-Yvi (Sud-Finistère), vient de se voir refuser par le gouvernement le financement d'un projet de 150 millions de francs anciens. En conséquence, la Coopérative n'aura même pas droit au financement du Crédit Agricole pour ces investissements. Motifs invoqués : « modicité du projet et faible importance économique de la Coopérative ». Autrement dit, seuls les grands complexes agro-alimentaires, et en particulier les grosses firmes privées, ont droit au Crédit et à l'expansion...

Il est bon toutefois de rappeler que la Coopérative de Saint-Yvi regroupe 1250 agriculteurs, qu'elle réalisera en 1969, un chiffre d'affaires de l'ordre de 50 millions de N.F. dont la moitié dans le secteur de la transformation industrielle (conserves de légumes et salaisons). La Coopérative a en effet racheté plusieurs affaires locales en difficulté : la Conserverie Boutet et les Salaisons du Jet à Rosporden ; elle a pris en outre une participation d'un tiers

dans une S.I.C.A. qui a elle-même repris l'usine Cérébos de Pont-Aven, qui allait fermer.

Il s'agit donc d'une Coopérative qui joue un rôle irremplaçable dans l'économie de la région de Rosporden, qui, en outre, a fait preuve durant ces dernières années d'un dynamisme exceptionnel en pénétrant dans le secteur de la transformation industrielle, mais que les Pouvoirs publics considèrent comme quantité négligeable qui ne mérite pas de survivre dans la « compétition » ! (Voir également le cas de la Coopérative de Landivisiau — C.A.V. cité par L. Jégou dans l'article : « Le président du C.D.J.A. du Finistère répond à nos questions »).

★ Le Bâtiment, qui constitue un secteur-clé de l'économie bretonne et représente bien souvent pratiquement le seul secteur susceptible d'offrir des emplois en Bretagne, est lui aussi durement touché par les restrictions et le renchérissement du crédit. Nombre d'entreprises qui travaillent actuellement avec un découvert bancaire, seront prochainement réduites à déposer leur bilan si les restrictions se prolongent. En outre, beaucoup doivent réduire les heures de travail des ouvriers et souvent licencier une partie de leur personnel : les mêmes restrictions de crédit provoquent en effet évidemment des difficultés chez les particuliers qui font construire ou qui envisageaient de le faire. D'ores et déjà, des entreprises de Quimper et de Pont-L'Abbé ont débauché les unes le quart de leur effectif, d'autres la moitié !

C.C.

J. MONTAGU
ASSURANCES
4, rue Turenne
LORIENT - Tél. 64.37.08

Le VI^{ème} congrès de l'UDB

Notre VI^{ème} Congrès s'est déroulé au village de vacances de Guidel, les 8 et 9 novembre. De l'avis de tous, les deux jours furent trop courts. Trop courts malgré deux faits :

1^o) La ponctualité. Les militants arrivèrent toujours à l'heure précise où débutaient les séances (alors qu'au Congrès B.A.S. qui se déroulait dans une autre salle, les séances débutaient avec une heure de retard). Cette ponctualité traduit la volonté de travail et de sérieux des militants pendant le congrès.

2^o) Une innovation. L'an dernier, on avait regretté la longueur des rapports techniques et politiques qui ne laissait que peu de temps à la discussion. Cette année donc, ces rapports furent expédiés aux militants qui purent déjà en discuter avant le congrès.

Ce congrès permit de voir exactement les différences dans l'approche des problèmes de la Bretagne dans le système capitaliste. C'est ainsi que l'on en revint très souvent au rôle de mener à bien cette analyse, car elle définit notre stratégie, qui sont nos amis et qui sont nos ennemis. Actuellement, nous n'avons que quelques éléments partiels de cette

analyse ; de ces éléments différemment perçus naissent des oppositions et des divergences. Ces divergences se sont surtout manifestées lors de discussions sur les relations extérieures du Parti.

Le rapport politique fut discuté dans ses parties et dans sa globalité. La vivacité des discussions sur les événements de l'année fut à la mesure de l'engagement de chacun. Une fois l'analyse faite, on le jugea sur son ensemble. Une discussion libre avait été prévue sur le problème culturel et sur « Galv ». A la demande de la section de Paris-Nord, cette discussion fut transformée en une étude des « thèses provisoires » présentées par cette section.

Les textes, dont on trouvera des extraits ci-après, ont été préparés par des commissions, soumis, discutés et votés en assemblée générale. Ils définissent la ligne politique de l'U.D.B. cette année. Leur importance nous laisse croire que nos lecteurs nous feront part de leurs jugements, critiques ou compléments d'information.

EXTRAITS DU RAPPORT POLITIQUE PRESENTE PAR LE COMITE DIRECTEUR SORTANT ET VOTE PAR LE CONGRES.

Depuis quelques années, on assiste, sur le plan international comme sur le plan breton, au développement de mouvements violents, manifestant l'aggravation interne des difficultés du capitalisme et se répercutant sur l'ensemble des luttes anti-capitalistes et anti-impérialistes.

L'impérialisme a des difficultés croissantes à maintenir le pseudo-équilibre né de la seconde guerre mondiale. (L'essor technique du capitalisme après 1945 n'ayant été possible que grâce aux conditions politiques issues de la guerre). Il se révèle incapable de donner une solution aux problèmes du Tiers Monde, ne pouvant, malgré ses promesses répétées, se retirer du Vietnam sans compromettre sa domination mondiale, devant créer et soutenir en Amérique Latine, en Afrique et dans le monde méditerranéen, des régimes qui ne tiennent que par la terreur et la répression systématique des mouvements démocratiques et révolutionnaires. Dans les pays industrialisés, se développe une crise financière, traduction d'une grave crise économique, à laquelle les gouvernements ne peuvent s'opposer que par la fuite en avant de l'inflation, contre laquelle les gouvernements ne peuvent lutter malgré leurs velléités, étant l'expression même des intérêts du capital. L'importance des transferts spéculatifs montre à quel point les capitalistes eux-mêmes n'ont plus confiance dans leur propre système.

En France, le régime achève de perdre le bénéfice qu'il avait tiré du prestige de De Gaulle, et s'avère impuissant à masquer sous le verbiage un épuisement croissant qui pourrait à la longue déboucher sur l'alternative révolutionnaire, ou, faute de préparation de la gauche, sur un régime militaire.

La Bretagne est un élément important dans cette évolution, même si apparemment, aux yeux des partis traditionnels, il s'agit d'une question marginale. Ce n'est pas un hasard si le référendum ayant provoqué le départ de De Gaulle, a porté sur la régionalisation annoncée à Quimper. Le fait que les électeurs bretons aient voté « oui » en majorité ne retire rien au fait que le référendum avait pour but de noyer les revendications bretonnes dans un problème hexagonal.

L'offensive du capitalisme cause en Bretagne des distorsions que l'on ne retrouve avec la même force que dans des régions comme la Corse : à côté d'un monde agricole et d'un secteur ouvrier archaïques et figés, apparaît la nouvelle classe ouvrière des usines-pirates et la « promotion » d'une partie du monde rural et de la côte par le tourisme. Les classes moyennes, notamment les commerçants, malgré les difficultés de se situer, bénéficient fortement du sous-équipement, ménages entre autres, de la population bretonne. Cet accroissement de l'offensive capitaliste en Bretagne accuse la coupure des générations vers 40 ans, car c'est approximativement l'âge au-delà duquel les Bretons se situent dans des modes de production archaïques et en-deça duquel ils cherchent à se situer dans des modes et des secteurs de production avancés. (Les secteurs technologiquement avancés dépendant la plupart du temps étroitement des besoins militaires ou

colonisateurs, n'offrent pas assez d'emplois à ces jeunes : un volant de réserve de main-d'œuvre se crée donc dans ces couches). Le conflit de génération n'est donc que la traduction de l'évolution économique et sociale de la Bretagne depuis une dizaine d'années.

Ce n'est pas par hasard si cette ligne de partage est aussi celle de la sensibilisation à la question bretonne. Toutes les observations locales conduisent à la constatation qu'au-dessous de quarante ans, l'intérêt ou la neutralité bienveillante à l'égard du combat breton sont fréquents, alors qu'au-dessus, on rencontre presque toujours indifférence, hostilité ou haine. (Réactions faciles à lier au refoulement de la conscience bretonne chez ceux qui furent traumatisés par le « symbole » et la période des deux guerres mondiales. L'ouverture des jeunes générations à la question bretonne se faisant de plus en plus rapidement, il importe que notre Parti situe précisément sa place et la signification de ces mouvements chaotiques et inorganisés, apparus depuis quelques années. Ils sont la traduction de la rupture du silence entretenu en Bretagne depuis 1945 et la découverte brutale d'un passé caché et déformé par l'idéologie bourgeoise. Mais touchées par le refoulement imposé aux générations anciennes, les jeunes générations bretonnes victimes en premier lieu du sous-emploi croissant que l'évolution du capitalisme révèle et accentue en Bretagne, ne trouvant plus, par suite de la situation actuelle en France, de motivations importantes pour s'engager dans le destin français, constituent donc le détonateur potentiel d'une action révolutionnaire.

Ainsi, les organisations, même confusionnistes et incohérentes comme le F.L.B. et les mouvements constitués dans sa foulée ont-ils pu trouver dans ce potentiel un certain écho. Tentatives réactionnaires, romantiques, péches bourgeoises et fascistes, d'utiliser ce potentiel, ces mouvements doivent être combattus par notre Parti, qui doit informer sans relâche les travailleurs bretons des conditions d'une lutte véritablement révolutionnaire et doit développer une pratique découlant directement de ces nouveaux rapports de classes.

(L'analyse qui précède n'est qu'une esquisse de ce qui devra être développé complètement le plus vite possible. Nos lecteurs sont d'ailleurs invités à nous apporter là-dessus des renseignements).

I. — EVENEMENTS DE L'ANNEE

1. — Le F.L.B. et ses conséquences :

L'action du « Front de Libération de la Bretagne » a rencontré dans la population bretonne un impact certain, mais il est à remarquer que lorsque la presse a cessé d'en parler, l'intérêt a sensiblement décliné. L'impact a été plus fort dans les zones où le F.L.B. a agi que dans les zones où il était absent ; il a été plus fort chez les jeunes que chez les gens âgés ; il a paru plus sensible dans certains milieux ruraux que dans les milieux de travailleurs urbains. Mais le fait important, que nous n'avions pas prévu, a été l'absence totale de réprobation générale affirmée, et ceci malgré les appels des « Comités de défense de la République » et autes Comité d'anciens combattants. Le mouvement en faveur des détenus n'a fait que confirmer ce point.

Nous estimons que le F.L.B. révèle, par son action et par l'impact de celle-ci, qu'une prise de conscience croissante se développe dans notre peuple. Il importe de distinguer cette importance selon les catégories de la population. D'une part, les travailleurs bretons, victimes d'une colonisation de plus en plus accentuée, constatent que la violence apparaît désormais comme un moyen sûr de se faire entendre. Les organisations politiques traditionnelles, en continuant de refuser de tenir compte de l'existence du peuple breton, laissent un vide qui a permis au F.L.B. de se mettre en valeur.

D'autre part, la petite bourgeoisie bretonne, victime elle aussi de ce colonialisme, mais désireuse de conserver la situation privilégiée que la colonisation lui a permis d'acquérir, découvre peu à peu la tentation du nationalisme.

Cependant, notre Parti avait depuis février 1968 pris position contre le F.L.B., position qui a été confirmée lors des arrestations de Bretons et dont nous estimons qu'elle est largement justifiée par les mois suivants. En effet le F.L.B. est l'expression d'un spontanéisme qui a amené des individus issus de classes sociales différentes à s'associer pour des attentats de type terroriste. De plus, l'organisation interne du F.L.B. a révélé l'absence de cloisonnements les plus élémentaires. Enfin, et c'est le plus grave ; l'action du F.L.B. ne s'inscrit pas vraiment dans les luttes effectives menées par le peuple breton. L'expérience du mouvement ouvrier européen, comme des mouvements de libération nationale du Tiers Monde, démontre que jamais un mouvement populaire n'a entrepris de recourir à la violence avant que la violence du pouvoir sur lui ne soit devenue manifeste, manifeste car la violence du pouvoir est quotidienne dans la rue, les entreprises, les institutions, etc...

A l'heure actuelle, l'appel à la violence qui touche une certaine fraction de la population, notamment les jeunes, est une réaction petite bourgeoise...

C'est pourquoi toute nouvelle tentative de recourir à l'action, selon les mêmes critères que le F.L.B., ne peut être soutenue par l'U.D.B.

2. — Le départ de De Gaulle :

En 1969, l'un des indices des changements qui interviennent en Bretagne a été l'insuccès marquant du voyage présidentiel. L'accueil réservé, voire indifférent ou même hostile des Bretons témoignait, pour qui savait y voir, que quelque chose changeait. La résonance des campagnes appelant à voter NON (ou NANN !), les résultats même du scrutin sur la « régionalisation » ont prouvé :

- que le mythe gaullien était touché en Bretagne,
- que les Bretons se ralliaient à une régionalisation, même confusément comprise.

Les résultats des élections présidentielles ont témoigné cependant qu'en l'absence d'une alternative progressiste, l'essentiel de l'électorat réactionnaire transférait à Pompidou la confiance qui subsistait en De Gaulle...

3. — « Galv » :

L'un des points les plus importants dans la progression du combat de la Bretagne a été la création par l'U.D.B., Ar Falz et la J.E.B. de « Galv ». Autant que toutes les autres manifestations de la prise de conscience du peuple breton, « Galv » a été l'un des instruments qui ont permis de porter le combat sur le terrain de notre spécificité nationale.

A cet égard, il est frappant de constater que dans ce domaine pourtant tabou, le dialogue des esprits est aussi perceptible — comme en témoigne le soutien, au moins officiel, des organisations syndicales enseignantes unanimement affirmé pour la première fois en 1969.

Notre Parti a permis un progrès considérable de l'action linguistique et culturelle en apportant sa réflexion scientifique et, plus encore, en introduisant dans ce combat le facteur « temps ». Il fit admettre en effet que « Galv » ne serait pas un feu de paille de plus, allumé pour la plus grande exaltation de la petite bourgeoisie mais bien plutôt un processus long et patient visant à informer, à sensibiliser, à instruire le peuple et à susciter des manifestations toujours croissantes.

4. — L'été folklorique :

Réaction à l'origine contre la pénétration culturelle française en Bretagne, le mouvement folklorique a privilégié certaines formes authentiques de la culture bretonne, mais celles-ci se sont trouvées intégrées dans le système économique qui permet à la bourgeoisie de dominer.

Le déclin d'un nombre croissant de Comités des fêtes, les réactions de plus en plus nombreuses des sonneurs et des membres de cercles, ainsi que la désaffection croissante du public — notamment breton — montrent que le système est en faillite...

5. — La dévaluation :

La dévaluation est la dernière conséquence de la crise générale du capitalisme manifestée par ailleurs par la reprise très intensive des luttes ouvrières dans la plupart des pays d'Europe. Par sa position coloniale, notre pays subit plus durement que les régions en croissance économique les effets de cette crise générale. La dévaluation, les restrictions de crédits frappent surtout les travailleurs les plus modestes, en proportion supérieure en Bretagne par rapport à la France.

Comme partout ailleurs, la crise du capitalisme provoque en Bretagne des ripostes des travailleurs d'un type nouveau, notamment depuis la grève générale bretonne du 8 mai 1968, ce qu'il importe essentiellement de développer.

II. — LE PARTI FACE A CES EVENEMENTS

1. — Le F.L.B. :

Le Parti ayant sous-estimé l'impact du F.L.B. sur la population, nous avons été amenés — en application d'une mesure antérieure décidée par

(Suite page 7)

**Entreprise
BARAZER Raymond
BATIMENT - COUVERTURE
PLONEVEZ-DU-FAOU**

Le VI^{ème} Congrès de l'U.D.B.

(Suite de la page 6)

le Comité Directeur — à exclure deux camarades d'une façon qui s'est révélée par la suite trop hâtive et non justifiée dans la mesure où la double appartenance qui leur était reprochée n'avait pas chronologiquement existé.

Par ailleurs, nous avons exprimé notre position le 7 janvier par un communiqué insuffisamment explicite, et qui, par surcroît, tronqué lors de sa publication dans la presse bourgeoise, a laissé sur la population et sur des camarades du Parti, le sentiment que nous nous étions trompés sur le F.L.B.

Par la suite, notre souscription publique, ainsi que l'appel de signatures en faveur de la libération des détenus a montré que nous ne nous désintéressions nullement du sort des Bretons qui avaient été arrêtés à la suite des attentats.

De plus, les discussions intérieures, et la parution dans « Le Monde » d'un communiqué des sections de Paris — vivement regretté quant à la procédure mais approuvé sur le fond par le Comité Directeur — ont permis de clarifier notre position et de confirmer notre refus de l'action entreprise par le F.L.B.

2. — Le voyage présidentiel et le référendum :

Lors du voyage de De Gaulle en Bretagne, notre Parti a adopté une attitude critique différente selon les localités. A Rennes, la liberté d'action fut laissée aux militants, ce qui entraîna la participation de nos camarades aux manifestations qu'ils parvinrent à entraîner et à mobiliser sur nos slogans. La répercussion de ces manifestations ou le boycott furent proposés par l'U.D.B. à toutes les organisations de gauche qui refusèrent de les préconiser au nom de l'« irréalisme aventuriste » de notre Parti. L'événement s'est chargé à Brest d'apporter un démenti cinglant. Là aussi, quelques camarades ont participé à la conduite de Grenoble faite à De Gaulle.

A Quimper, en revanche, ceux de nos camarades qui s'étaient déplacés furent empêchés — par les diverses polices — de manifester avec quelque force...

Par la suite, la campagne à l'occasion du référendum a permis à notre Parti de marquer de nombreux points. Premier parti politique à avoir condamné la mascarade de régionalisation du national-gaullisme ; l'un des rares à argumenter son refus des propositions gouverne-

mentales ; ayant écarté l'utopie d'une abstention préconisée par certains groupuscules bretons à la remorque d'organisations françaises, l'U.D.B. a édité et distribué un numéro spécial du « Peuple Breton », tiré à 50 000 exemplaires ; a publié et collé près de 10 000 affiches « nann », avec le succès que l'on sait ; a tenu une longue série de réunions publiques ; a participé à des débats publics contre les formations françaises réactionnaires.

L'écho très important rencontré par notre action montre que, malgré la prise de position favorable de l'électorat breton, le national-gaullisme connaissait en Bretagne un recul sévère sur le terrain même où il pouvait escompter un triomphe !

DÉCISIONS du CONGRÈS

L'évolution de la situation en Bretagne où les luttes se durcissent, nécessite une amélioration politique (c'est-à-dire au niveau de l'engagement quotidien des militants) du fonctionnement du Parti et une définition plus claire de nos rapports avec les organisations politiques et syndicales progressistes. L'U.D.B., instrument de lutte des travailleurs bretons, doit s'améliorer.

I. — RÔLE DU JOURNAL DANS LE PARTI

Le Congrès a rappelé que « Le Peuple Breton » était non seulement un organe de dénonciation de l'oppression coloniale en Bretagne, mais devait être également un élément d'organisation des luttes des travailleurs bretons.

La publicité

Le Congrès a estimé que la publicité dans « Le Peuple Breton », constitue un problème politique.

Il a décidé de maintenir la publicité dans « Le Peuple Breton », après contrôle par le Comité directeur.

Il a demandé que soit faite une analyse de l'insertion de la publicité dans « Le Peuple Breton » en tant que problème politique.

Edition bretonne du « Peuple Breton »

Il a été décidé à l'unanimité la publication en breton d'une édition du « Peuple Breton » : « Pobl Vreiz » qui doit paraître début 1970.

Cette publication est un pas extrêmement

important dans notre lutte et dans la décolonisation de la Bretagne.

II. — AFFAIRES INTÉRIEURES

Commissions permanentes

Ayant en 5 ans et demi réussi à exister et à faire la preuve de la justesse de sa création, ayant été depuis sa création l'avant-garde de la manifestation du problème breton notamment en développant la dénonciation du colonialisme qui pèse sur notre pays, l'U.D.B. se doit aujourd'hui de passer à un nouveau stade de développement.

En effet, la prise de conscience — même si elle est encore minoritaire, en particulier chez les travailleurs — de cette situation dans le peuple breton et la création de groupes tels que le F.L.B. et d'autres qui, par leur activisme irréfléchi, compromettent le succès de la lutte, même s'ils contribuent à dévoiler le sort de la Bretagne, exigent que nous sachions proposer au peuple breton des perspectives concrètes de lutte.

Au niveau des sections, du Comité directeur, comme du Congrès, la discussion de problèmes de fond est impossible sans une préparation théorique sérieuse qui seule peut motiver le militantisme quotidien.

Les problèmes rencontrés par les sections dans leur pratique sont la base essentielle du travail des Commissions ainsi que les documents existant actuellement.

Le Congrès a décidé la création de trois Commissions

- 1) Commission ouvrière.
- 2) Commission paysanne.
- 3) Commission culturelle.

plus un groupe de travail sur les affaires maritimes (qui, par la suite se transformera en Commission).

Discipline

Le Congrès a souligné la nécessité d'un renforcement de la discipline au moment où les luttes se durcissent.

III. — MODIFICATION DE LA CHARTE

L'article 8 de la charte « L'U.D.B. affirme sa neutralité philosophique et religieuse » devient : « L'U.D.B. affirme que la nécessité d'un combat socialiste efficace implique le respect des opinions philosophiques et religieuses ».

IV. — TRESORERIE

Le Congrès a décidé de demander un effort supplémentaire aux militants qui se traduira par une augmentation substantielle des cotisations.

V. — AFFAIRES EXTERIEURES

Relations avec les organisations politiques

Le Congrès considère que nos rapports avec les organisations de gauche et d'extrême-gauche sont déterminés par l'évolution de la situation en Bretagne, conscient que ces organisations demeurent centralisées à Paris. Des actions communes ne sont envisageables, sur le plan breton, que dans la mesure où ces organisations prendront des positions qui nous paraîtront conformes aux intérêts du peuple breton.

Le Congrès demande de travailler partout où cela sera possible avec les militants de ces organisations, sans vouloir privilégier l'une ou l'autre des organisations auxquelles ces militants appartiennent, militants qui auront le souci de mener à bien les luttes révolutionnaires spécifiques en Bretagne.

Mais notre rôle est de dénoncer sans relâche les résidus de social-démocratie existant en Bretagne et avec lesquels, sauf dans des cas particuliers très précis, nous ne saurions mener un quelconque combat.

Relations avec les organisations syndicales

Ce que nous avons dit des partis de gauche et d'extrême-gauche s'applique également aux

syndicats : la C.G.T., la C.F.D.T., certaines sections locales de F.O., l'U.N.E.F. (en fonction des conditions locales), les C.D.J.A. et certains éléments progressistes des F.D.S.E.A. ainsi que du M.O.D.E.F.

« Galv »

« Galv » doit poursuivre sa lutte contre les mécanismes de répression dans le domaine culturel en renforçant ses structures, avec le souci de respecter l'échéancier qu'il s'est fixé.

L'U.D.B. et le mouvement nationaliste breton (voir plus bas comment le F.L.B. II a été créé).

Le F.L.B. est l'héritier et l'expression présente du mouvement nationaliste breton. Son combat n'est pas révolutionnaire. La lutte qu'il a entreprise ne mènera pas à la libération effective des travailleurs bretons. Une création d'Etat breton qui serait fatalement au service de la bourgeoisie, ne peut en aucune manière être une victoire. Nous devons considérer nos rapports avec le F.L.B. dans une double perspective.

1) Rapports entre le F.L.B. et la bourgeoisie française

Quelles que soient ses motivations, le F.L.B. ne pourra en tout état de cause que servir les intérêts de la bourgeoisie et son idéologie confuse et contradictoire en est le symptôme le plus révélateur. Comme tel, nous ne pouvons que le combattre.

2) Fonctions du F.L.B.

Les caractères mentionnés ci-dessus ne signifient pas que nous devions faire l'économie d'une analyse critique, ni que nous n'ayons aucune perspective pratique à son égard. Car il est évident que sous sa forme actuelle, et plus précisément quant à l'impact qu'il a ou peut avoir dans les masses populaires, le F.L.B. peut regrouper des éléments potentiellement révolutionnaires. Nous devons leur expliquer sans relâche et sans aucun sectarisme de notre part, le rôle qui leur est dévolu dans une organisation dont il n'est pas sûr qu'ils puissent maîtriser le cours. Il est non moins évident que notre tâche en direction des travailleurs bretons est une explication politique de tous les instants de ce phénomène.

L'U.D.B. ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MONDIAL

L'U.D.B. poursuivra ses contacts en vue d'actions cohérentes avec les organisations révolutionnaires (par exemple E.T.A. au Pays Basque) dont le combat est solidaire du sien.

AMBIGUITES DE LA CONSTITUTION DU F.L.B. II

Au moment où notre Parti publie les textes adoptés par le VI^e Congrès sur le Front de Libération de la Bretagne, F.L.B., sur le F.L.B. I ou clandestin et sur le F.L.B. II ou légal, il a paru intéressant de situer exactement la création du F.L.B. II et les profondes ambiguïtés de celle-ci.

L'auteur de cet article a assisté comme observateur mandaté par l'U.D.B. à une partie de la réunion du 14 septembre, réunion préparatoire à la constitution.

AMBIGUITE DE LA METHODE

Au niveau de la méthode, il y a une première ambiguïté pour ne pas dire un abus de confiance à l'égard du peuple breton. Quelle ne fut pas ma surprise de constater que j'étais le seul présent à être dument mandaté par mon organisation, à titre d'observateur, faut-il le préciser. Les autres présents, participants, étaient là à titre individuel, membres d'organisations qu'ils ne représentaient nullement. La convocation figurant en bas de page de la « plateforme » soumise à discussion pour ce 14 septembre mentionnait pourtant nommément les organisations : C.R.B., F.L.B. ex-détenus, M.O.B., P.S.U. — avec pour cette organisation, la précision « Côtes-du-Nord et Finistère » — Sav-Breizh. Notons tout de suite que le P.S.U. — dont on avançait le nom de manière à faire croire que deux des cinq Fédérations bretonnes étaient présentes à cette réunion — n'avait dans la salle que deux militants, le Dr Caro et une étudiante de Morlaix, non mandatés. Avec cette méthode, il n'est pas difficile d'avoir un éventail très large. Dans le communiqué de naissance postérieure à cette réunion, l'ambiguïté est plus raffinée ; le communiqué utilise la formule « des militants appartenant au... » ; suivent les noms de 10 organisations. Il n'est dit nulle part que ces militants sont là à titre

(Suite page 8)

Cliché « Le Peuple Breton »

OU ESSANT BASE D'HÉLICOPTÈRES ?



avec l' UDB

dites **NON**
à la militarisation de la BRETAGNE

Ce dessin est l'illustration d'un objectif important que nous nous sommes fixés au congrès.

Rue Sainte-Thérèse B A R
— Quimper —
« CHEZ MICHOU »
Cadre breton • Ambiance sympathique
Disques (bretons - jazz - variétés)
CHOUCHENN

(Suite de la page 7)

individuel et n'engagent en aucune façon leurs organisations. Le P.C.F. qui figurait sur ce communiqué, n'a pas tardé à réagir. La Fédération des Côtes-du-Nord du P.S.U. a rappelé au bureau fédéral parisien la règle de la double appartenance.

Il ne s'agit pas simplement d'une question de forme. Une chose est la constitution d'un front d'organisations, fondée sur une des conditions actuellement essentielles, à savoir l'expression libre par les travailleurs bretons d'une volonté d'unité à la base. Une autre est la naissance de la x...^e association suivant la loi de 1901. Qu'on ne vienne pas nous dire que cette réunion était une illustration d'une alliance à la base : quand on sait que de Guyon-Matignon (C.R.B.), déclara pour sa première intervention, qu'il ne parlait pas en son nom, mais en celui de Yann Fouéré, on a une idée de la « base ».

**AMBIGUITE DES OBJECTIFS
ET DE LA « PLATE-FORME »**

De quoi s'agissait-il à cette réunion ? D'un rassemblement d'individus aux idéologies profondément différentes, s'unissant sur un texte « plate-forme » d'une équivoque qui apparaissait à chaque problème abordé. L'internationalisme : l'un des ex-détenus F.L.B. n'affirma-t-il pas qu'il comprenait l'internationalisme avec les Basques... mais « les Zoulous nous n'avons rien à faire avec eux... ». Quelle résonnance peuvent avoir les appels à lutter contre l'impérialisme si on n'en comprend pas les dimensions mondiales ? Le capitalisme : au travers de certaines interventions, il y avait des degrés de certaines interventions de nature très globale ou grand capitalisme international très coupable et un capitalisme local, presque innocent. Pour ceux-là, il fallait surtout taper sur le capitalisme parisien et ils pensaient centralisme. En contrepartie, un participant évoqua l'attitude favorable d'E. Ollivro dans les démarches pour les détenus du F.L.B.

Les moyens d'action : Il y eut une intervention dithyrambique de Y. Gefflot sur « le droit de prendre des pouvoirs... sur le processus révolutionnaire ». « Notre action doit être dans la rue, car quand nous prendrons la rue, nous prendrons le pouvoir ». D'autres interventions mirent l'accent sur la nécessité de interventions qui est une tactique sensiblement différente.

Rien n'illustra mieux le climat d'ambiguïté que l'intervention d'un représentant du mouvement breton traditionnel qui parla de ses 40 ans d'expérience et fit état de sa joie de la rencontre, du mariage, de « nationalistes » sincères et de « socialistes sincères ».

Mariage de dupes si on en juge par le constat qui fut résumé ainsi : l'essentiel est de prendre une certaine somme de pouvoirs pour que le peuple breton puisse se régir par lui-même ; pour cela l'alliance la plus large possible, y compris avec les « notables qui n'exploitent pas » (cf. Le point 3 de la Plate-Forme). Le Front a autant à lutter contre les grands bourgeois et ceux des notables bretons qui exploient et font obstacle à la prise de conscience... » ; et Y. Gefflot précisa que dans les actions de masse dans la rue, on pouvait même aller jusqu'à l'U.D.R. Après avoir pris une certaine somme de pouvoir, il faudra arriver au pouvoir socialiste ; ensuite on « procédera à la liquidation »...

La méthode pourrait s'intituler « comment faire le bonheur du peuple en se faisant le moins d'ennemis parmi les notables... ».

..

Au vu des premières manifestations du F.L.B., il est possible de rapporter les conclusions qu'on pouvait tirer de cette observation du début de la réunion du 14 septembre. C'est une alliance d'individus dont le seul ciment est le **nationalisme** dans le sens le plus classique que lui donne Marx et le plus traditionnel du mouvement breton. Ces individus ne représentent qu'eux-mêmes. Antinomie d'une émanation populaire dans sa formation — non dans une partie des motivations inconscientes qui soutiennent la France « nationaliste » — ce regroupement recherche les opérations publicitaires. Paris est un bon choix dans ce cas : comme têtes d'affiches, il n'est pas indifférent d'avoir quelques notables de gauche ou d'extrême-gauche de service. De l'appel publicitaire, on attend des réactions en chaîne sur certaines formations hexagonales d'extrême-gauche — comme le P.S.U. — et indirectement sur la situation en Bretagne. On joue au billard avec le peuple breton !

Y.C.V.

LE COMBAT DE L'IRLANDE CONTINUE

Dans notre précédent article (1), nous avons rappelé les principales étapes du combat des Irlandais depuis les abords de la première guerre mondiale. Celle-ci et les années qui suivirent, ont vu à la fois un début de victoire par la création de la République, et l'écrasement du mouvement révolutionnaire dans la guerre civile de 1920-1922 : les mêmes qui sous la houlette de De Valera consentirent à la partition de l'Irlande, en laissant l'Irlande du Nord sous la domination directe de l'impérialisme britannique, réussirent à faire échec à l'extrême-gauche qui, depuis James Connolly et à travers le soulèvement de Pâques 1916 tenta de donner une signification révolutionnaire au combat de libération de l'Irlande.

Il est aisé de comprendre pourquoi les nationalistes qui dirigent la République depuis sa fondation se gardèrent bien de faire quoi que ce soit pour mettre fin à la séparation de l'Irlande, objectif qui aurait pourtant dû être l'un des plus importants ; sinon le plus important, d'autant plus que l'Irlande du Nord était plus industrialisée que le reste de l'île : cette lutte aurait mis le gouvernement nationaliste et la bourgeoisie irlandaise aux prises avec le capital anglo-saxon. Or, il est évident que l'on ne scie pas la branche sur laquelle on est assis, et que l'impérialisme anglais n'a jamais eu de grandes difficultés à persuader ses valets de Dublin de se tenir bien sages au sujet de l'Irlande du Nord. Ainsi faut-il comprendre la « mise en sourdine » des actions de l'I.R.A. ces dernières années.

Cependant, il fallait bien justifier aux yeux des masses irlandaises cet abandon, ou le dissimuler en le masquant sous un antagonisme apparent entre Dublin et Belfast. Pour cela, il y avait un terrain parfait sur lequel les deux gouvernements étaient certains de gagner à tout coup : les antagonismes religieux. La fonction de la religion et des institutions ecclésiastiques dans des populations pauvres n'est pas à démontrer, et il est peu de domaines dans lesquels un système d'exploiteurs trouve autant d'éléments de domination. Les Britanniques sont d'ailleurs passés maîtres en la matière, puisqu'après avoir expérimenté le procédé en Irlande, ils rééditèrent l'exploit entre Inde et Pakistan, en attisant les haines entre musulmans et hindous. Aussi derrière le masque commode des fanatismes religieux, le capitalisme peut-il régner tranquillement.

C'est pourquoi, dans les luttes qui de nouveau, prennent un tour aigu depuis 1968, nous retrouvons les trois problèmes conjugués : la coupure de l'Irlande en deux parties, au régime politique différent et au développement économique inégal ; le règne de la contre-révolution permanente dans la République ; la fonction leurrante des fanatismes religieux, du côté catholique comme du côté protestant.

**REPRISE DES LUTTES
EN 1969**

A la suite des émeutes de 1968 et de cette année, le combat de libération nationale a pris un nouveau tournant.

En Irlande du Nord, les luttes politiques se présentent ainsi, pour les colons anglo-saxons :

- Extrémistes de droite, tendance Ian Paisley, protestants, 6 députés ;
- unionistes, parti au pouvoir, aux mains de l'Ordre d'Orange, leaders : capitaine O'Neill, Chichester Clark, 55 députés ;
- libéraux : 2 députés ;
- travaillistes d'Irlande du Nord, favorables à des réformes sociales : 16 députés.

Et pour les Irlandais :

- Nationalistes : Parti nationaliste de droite favorable à un rattachement à la République d'Irlande actuelle : 13 députés ;
- Parti Républicain Socialiste, ancien parti de Connolly, pour une Irlande unie et socialiste : 5 députés.

Le Parti Communiste de Betty Sinclair, le Mouvement pour les droits civils, organisation internationale combattant pour l'égalité en Amérique, en Afrique du Sud, en Grèce, et les divers Comités d'actions progressistes, forment l'extrême-gauche. Elle a remporté un vif succès aux dernières élections avec 11 députés, dont la célèbre Bernadette Devlin. Ces organisations ont tendance à remplacer le Parti Républicain Socialiste, parce qu'elles sont pour l'action de masse, comme on l'a vu cet été. Beaucoup de jeunes en font partie. Elles sont pour une Irlande unie

et socialiste. Mais bien que très soutenues par la population pour leurs objectifs immédiats, elles restent cependant très en avance par rapport à la masse, quant aux buts à long terme, sur lesquels elles n'ont d'ailleurs pas une vue précise (pas plus que sur la stratégie à mettre en œuvre).

Tout la presse internationale, mais surtout la presse française, titrait lors des émeutes de cet été : « **Nouvelles guerres de religion en Irlande du Nord** ». Il faut dénoncer la propagande, dont l'objet est facile à comprendre, faite autour de ce thème pour discréditer et présenter comme tournée vers le passé la lutte de nos camarades irlandais.

Il est intéressant d'étudier de près le comportement réel des communautés catholiques et protestantes, au niveau des masses et à celui des hiérarchies.

Si des hommes comme Ian Paisley sont mis en avant par la presse internationale, c'est moins par ses déclarations incendiaires que parce que cela permet de renforcer l'idée que le problème se limite à une guerre de religion un peu grotesque. On imagine pasteurs protestants et évêques catholiques se lançant l'anathème par-dessus la frontière. C'est oublier que dès la guerre civile, de nombreux évêques catholiques du Sud condamnèrent les combattants qui, justement refusaient le compromis de la partition. Ainsi, l'évêque Colohan, de Cork, qui condamna les insurgés de 1918-1922. Ainsi l'évêque Doherty, de Galway. C'est oublier également que le cardinal Conway, actuel primat d'Irlande, n'a rien fait, bien au contraire, pour prendre la défense des catholiques retranchés derrière les barricades de Londonderry et de Belfast, cet été.

C'est oublier qu'en Irlande du Nord, tous les protestants ne sont pas dans l'opulence et que, plus d'un catholique se situe du côté des exploités. Dans le quartier de Bogside, à Derry, s'est créé cet été, la commune du « **Free Derry** », comprenant 26 000 habitants appartenant aux deux confessions. Pour ceux-là, la croyance n'était pas une barrière ; la véritable barrière, c'était celle qui les séparait des possédants, du patronat de l'Irlande du Nord, qu'il soit catholique ou protestant, anglais ou irlandais, et qui bénéficiait de la « neutralité » des troupes britanniques d'occupation.

**VERS L'UNITE
DES LUTTES IRLANDAISES**

Des luttes de 1968 et de cet été, l'opinion internationale est tentée de ne retenir que les violences bouffonnes d'un Paisley, les embarras larmoyants d'un Chichester Clark, l'arrière-plan d'injustice sociale qui défavorise la communauté catholique, et la ségrégation qui règne au niveau des droits civiques. Aussi, des luttes entreprises par les masses de l'Irlande du Nord, seules le Mouvement des Droits Civiques dont Devlin fut le porte-parole, est apparu comme une organisation de direction de la lutte.

Cependant, on ne peut manquer d'être frappé par la gêne manifestée par tous les éléments concernés : le gouvernement de Dublin, plus que désolé de sentir les revendications des travailleurs de la République recevoir un appui de cette nouvelle phase de la lutte anti-britannique ; le gouvernement de Belfast pressé d'étouffer une affaire qui peut aller loin ; par exemple si Londres, comme une opinion croissante l'y invite, se disait que l'Irlande du Nord lui coûte décidément bien cher ; le gouvernement de Londres qui ne veut pas risquer de voir le problème « religieux » faire place à une remise en cause des structures politiques du Royaume-Uni. Ne murmure-t-on pas en Irlande, que les révoltés de l'Ulster ont reçu des appuis — et pas seulement en paroles — d'Ecosse ? On sait que les progrès de la conscience nationale écossaise et galloise inquiètent de plus en plus le gouvernement britannique.

Mais tous ces éléments sont restés dans l'ombre, et il était vital, pour les bénéficiaires de la trahison de 1918-1922, qu'il en fût ainsi. Gardant l'Irlande du Nord, l'impérialisme anglo-saxon empêchait la révolution irlandaise d'aller jusqu'au bout de ses aspirations. Il rejetait l'extrême-gauche irlandaise dans un pays arriéré, saigné dans ses forces vives par l'hémorragie de population poursuivie depuis 1840. Ainsi les éléments nationalistes purent-ils réduire cette extrême-gauche qui ne pouvait s'appuyer sur une classe ouvrière développée. Ainsi les hiérarchies ecclésiastiques purent-elles, de chaque côté,

recouvrir du masque des fanatismes religieux, l'intacte domination du capital, sur toute l'Irlande.

Tout se tient : la libération sociale des masses opprimées de l'Irlande du Nord, catholiques ou protestantes, ne peut être séparée de l'élimination des nationalistes de Dublin, afin que la lutte de l'ensemble des travailleurs irlandais contre l'impérialisme britannique reprenne. Déjà, en République d'Irlande, on constate des signes de la reprise du mouvement : progrès des travaillistes, mais surtout grèves, et un film comme « **Rocky Road to Dublin** », (projeté récemment à Paris, et précipitamment retiré des écrans, sur quelle intervention ? Ce film démolit tous les mythes que draine l'Eire et restitue la réalité quotidienne des « Dubliners »), ainsi que le retour d'écrivains progressistes qui se tenaient loin de leur pays depuis longtemps.

Aussi faut-il que les masses irlandaises, des deux côtés de la frontière, prennent conscience de l'identité profonde de leurs luttes. « Il n'y a pas de contradictions dans nos combats pour le moment, pour un gouvernement progressiste au Stormont (Belfast) et à Leinster-House (Dublin), pour l'unité nationale et le socialisme. Nous sommes chacun une partie du grand mouvement qui fait avancer les intérêts d'un même peuple ». Ainsi, les militants du Nord s'adressaient-ils cet été à ceux du Sud. Et montrant en quoi cet appel à l'unité des luttes se différencie totalement de la revendication réactionnaire, illusoire (et d'ailleurs purement verbale) des nationalistes pour la réunification de l'île, les militants irlandais renoueront avec l'action des combattants du début du siècle, contre le nationalisme de Dublin, et l'impérialisme de Londres, pour le triomphe de l'internationalisme prolétarien.

J.-Y. GUIOMAR.

(1) Voir « Le Peuple Breton », n° 73.



**tout
va bien
mieux
avec
Coca-Cola**



NON au train de la déportation économique, OUI à la Bretagne socialiste

L'Electro-Navale de Nantes va fermer ses portes : 300 personnes en chômage. Cette fermeture interviendra dix mois après celle de la Compagnie Nantaise des Travaux Industriels et Navals (151 personnes à reclasser), au terme d'une année sombre pour la métallurgie bretonne : long conflit à la Société d'Etudes de Chaudronnerie et en Tôlerie (S.O.D.E.C.), licenciements et menaces de licenciements dans les entreprises privées des Arsenaux, chômage et débrayage dans la métallurgie nantaise et nazairienne. Notre journal s'est fait l'écho de ces difficultés tout au long de l'année (n° 61, 62, 63, 65, 66, 67, 69, 70, 72, 73). OUVRIERS LICENCIÉS, SI VOUS ETES : ajusteurs, chaudronniers, contrôleurs, diesélistes, électriciens, électromécaniciens, forgerons, fraiseurs, frigidistes, mécaniciens, radio-électriciens, régleurs, soudeurs, téléphonistes, tourneurs, traceurs, tuyauteurs, POUR CHERCHER DU TRAVAIL IL VOUS FAUDRA ALLER A :

Tableau I :

| | | |
|---|----|----------|
| — METZ : Sacilor, a fait paraître, en un mois | 9 | annonces |
| — THIONVILLE : Sollac | 10 | — |
| — DREUX : Promill | 9 | — |
| — ROMBAS : Wendel-Sidelor | 2 | — |
| — Région LOIRE : Société métallurgique | 5 | — |
| — 100 km de Paris : Société en expansion | 4 | — |
| — Régions PARIS, NORD et SUB-OUEST : Sartec | 5 | — |
| — PITHIVIERS : Centre de Recherches | 3 | — |
| — SENS : Luceat | 3 | — |
| — ALENÇON : Moulinex | 2 | — |
| — LA GUERCHE : Stockvis | 2 | — |
| — NANTES OU LE TRAIT (76) : Le Roux | 3 | — |
| — LANDERNEAU : Guivare'h | 5 | — |

Le drame des jeunes sans emploi est également une inquiétude permanente en Bretagne. Beaucoup de jeunes sortant d'école ou d'apprentissage ne trouvent pas d'emploi dans notre région et de ce fait l'émigration des jeunes ne s'est pas ralentie en Bretagne (P.B. n° 67 et 72). BRETONS, si vous êtes JEUNES, avec ou sans expérience professionnelle, titulaires ou non d'un C.A.P., VOUS POUVEZ VOUS ADRESSER A :

Tableau II :

| | | |
|---|----|----------|
| — CITROEN, Paris, a fait paraître, en un mois | 8 | annonces |
| — CHAUSSON, Asnières | 10 | — |
| — PEUGEOT, Sochaux | 2 | — |
| — La S.N.C.F., région Paris-Est-Nord | 9 | — |
| — La S.N.C.F., région Paris-Ouest | 2 | — |

AU TOTAL (tableaux I et II), PLUS DE 90 % DES OFFRES D'EMPLOIS SONT FAITES PAR DES ENTREPRISES EXTERIEURES A LA BRETAGNE. Pour établir les tableaux I et II, nous avons utilisé les annonces parues dans le « Télégramme de Brest » entre le 15 octobre et le 15 novembre 1969. Nous n'avons retenu que les annonces qui ont paru plusieurs fois : ceci nous a amené à négliger des offres importantes telles que celles de « Ferrodo », La Guerche - l'Aubois et de « Vibrachoc », 91 - Boutigny (18.10.69), C.F.C., 77 - Lagny (21.10), « Usitra », Paris (13.11.69)...., celles-ci compensant largement les petites annonces bretonnes,

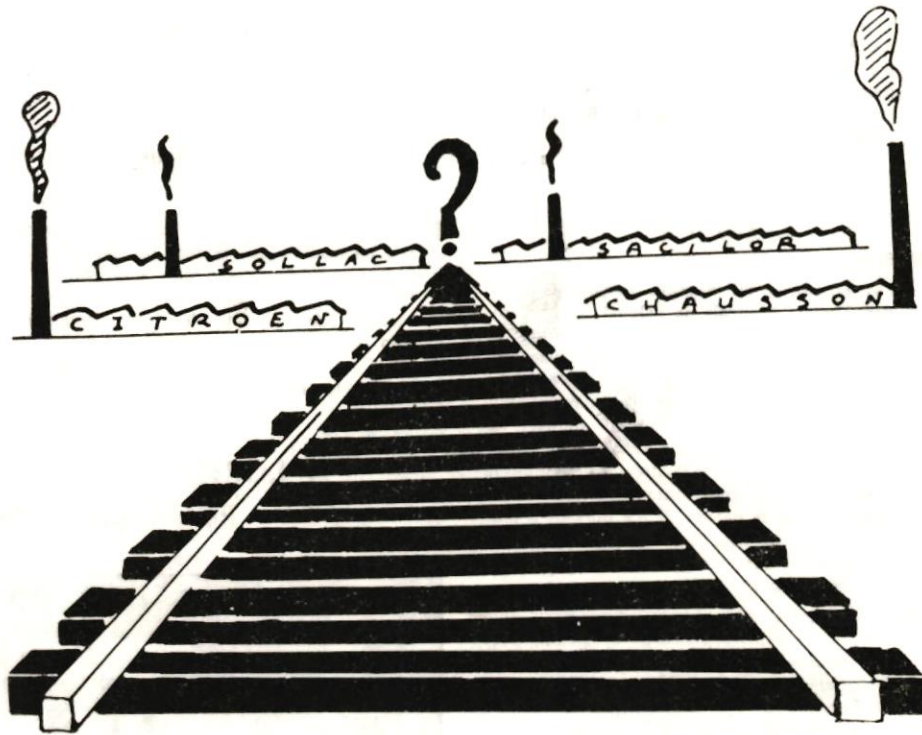
RESTAURANT "L'OASIS"

CHEZ BACHIR

16, rue Jean-Bart

RECOUVRANCE - BREST

Spécialités orientales et françaises
Ouvert toutes les nuits de 18 h à 6 h



Cliché « Le Peuple Breton »

Aujourd'hui : la région parisienne et la Lorraine.
Demain : la Ruhr, Essen, Dortmund ?

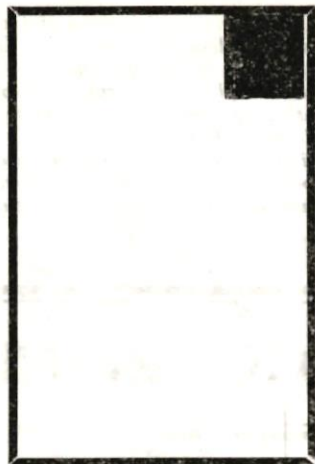
paraissant de temps en temps sur trois ou quatre lignes et ne concernant que quelques individus, telles les « Ets Castel » à Landivisiau, « Le Matériel Magnétique » à Brest et même « Michelin » à Vannes. Le pourcentage de 10 % d'offres d'emplois sur le territoire breton est donc très optimiste. Si l'on traduit ces 10 % d'annonces en surface occupée par elles, on obtient un pourcentage encore inférieur, donnant sur un mois, à peu près la répartition suivante pour, à peu près la répartition suivante :

implantation d'un complexe pétrolier dans la région brestoise,
— le jour même où « Brest Municipal » consacrait un article à la pétrochimie « solution possible, économiquement avan-

prochaine d'un complexe pétrochimique à l'échelle européenne (cf. le cliché ci-joint).
« ILS TE BERNENT » dit notre affiche :

N'AVONS-NOUS PAS RAISON ?

La conclusion apparaît tranchante comme un couperet : les intérêts des monopoles capitalistes entraînent la désertification accélérée de notre pays. D'aucuns nous firent naguère le reproche qu'en particulier les revendications des travailleurs bretons nous divisions les forces combattives du Travail, nous faisant ainsi les alliés objectifs de la droite. Pour enterrer définitivement cette fausse querelle, il est bon de rappeler que ce sont les capitalistes français et internationaux, les responsables de la situation inique dans laquelle sont jetés les travailleurs bretons, sous l'œil complice des notables bretons. Il est bon de rappeler aussi, que c'est trahir les classes laborieuses de Bretagne, donc le prolétariat international, que de se refuser à voir la spécificité du problème breton, dont l'un des aspects les plus concrets est la déportation économique. Plus que jamais l'existence d'une organisation comme la nôtre, au service des « damnés de la terre » bretonne, est nécessaire afin de donner à tous les travailleurs bretons, les moyens d'une information claire. Celle-ci doit permettre aux travailleurs de Bretagne de prendre conscience de l'acuité tragique de leur condition, car jamais le choix n'a été aussi net : la misère ou la déportation économique. Ceci, bien entendu, si rien n'est fait pour s'opposer d'une manière efficace aux exactions commises par les grands trusts. Plus que jamais la solution réside dans l'im-



- En blanc : offre d'origine hexagonale (Bretagne exclue) ;
- En noir : offres d'origine « bretonne ».

Tout ceci démontre clairement que les sociétés capitalistes françaises et en particulier les gros trusts, PUISSENT DE PLUS EN PLUS LARGEMENT DANS LE RESERVOIR DE MAIN-D'ŒUVRE QUE CONSTITUE LA BRETAGNE : c'est l'un des aspects de la COLONISATION que subit notre pays.

« ILS (les capitalistes) TE DEPLACENT COMME UN PION SUR LE MARCHÉ HEXAGONAL DU TRAVAIL » dit notre affiche : N'AVONS-NOUS PAS RAISON ? OUI MAIS, nous réplique la presse-opium, à grand renfort de titres tapageurs, cela va changer : le port pétrolier de Brest, sa raffinerie, son complexe pétrochimique sont la solution à nos problèmes. Nous l'avons déjà dit (P.B. n° 73), tout ceci n'est que duperie car :
— le jour même où se poursuivaient à Brest les études en vue de l'hypothétique

tageuse et adaptée aux conditions humaines de la Bretagne »,
— le jour même, travailleur breton à la recherche d'un emploi, tu pouvais lire ceci dans la presse locale ; Au Havre, création

plantation du socialisme en Bretagne par les travailleurs bretons : LA BRETAGNE SERA SOCIALISTE OU LA BRETAGNE NE SERA PLUS.

J. C. L.

AU HAVRE

avec la participation
des Groupes Français TOTAL et ERAP - PETROLES D'AQUITAINE
et des Groupes allemands HULS et VEBACHEMIE

Création prochaine d'un COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE A L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Automne 1970

— Démarrage de la première usine : Société Industrielle de Polyoléfines (Polyéthylène)

Été 1971

— Démarrage d'un Steam Cracking (320 000 t/an d'Éthylène)
— Démarrage d'autres unités à la fin 1971 et en 1972

**Nous proposons à des hommes de haute qualité
dynamiques, libérés des obligations militaires**

UNE CARRIÈRE PASSIONNANTE
Formation assurée en France ou Allemagne

DANS L'IMMÉDIAT

- INGENIEUR expérimenté pour centrale thermo-électrique
- CONTREMAITRES DE FABRICATION, CHEFS DE QUART, 30 à 40 ans de préférence ayant expérience pétrochimique, niveau Brevet technicien ou équivalent
- CONTREMAITRES GRANULATION ET POLYMERISATION
- CONTREMAITRES MECANICIENS
- COLORISTE
- REGLEURS appareils de contrôle, niveau C.A.P. à B.T.
- OPERATEURS de Polymérisation et de Steam-Cracking, niveau B.E.I.
- COMPTABLES, C.A.P. à B.T.S.

DANS LE COURANT DE 1970

- CONTREMAITRES DE CENTRALE THERMIQUE
- CONTREMAITRES D'ENTRETIEN
- ELECTRICIENS
- Connaissance de la langue allemande appréciée

Adresser des renseignements détaillés à :

TOTAL-CHIMIE B.P. 66 - 76-HARFLEUR
Il sera répondu à toutes les candidatures

Cliché « Le Peuple Breton »

Offre d'emploi parue dans le numéro d' « Ouest-France » daté du samedi 18 - dimanche 19 octobre 1969

● **E.D.F. - G.D.F.** L'électricité et le gaz se sont mis en grève pour que les directions nationales honorent les engagements pris il y a plusieurs mois. Le personnel à cette occasion dénonçait la **politique favorable aux trusts du gouvernement** : Les industriels paient un kilowatt trois fois inférieur à son prix de revient. Malgré cela, E.D.F. et G.D.F. ont une gestion équilibrée. Leurs tarifs sont les moins chers d'Europe avant d'être taxés; ce qui les rend les plus chers d'Europe. A l'occasion de cette grève, on a remarqué que dans les Côtes-du-Nord, la base non cégétiste **avait spontanément rejoint les grévistes**, contre l'avis des syndicats.

● **Education Nationale.**

— Les instituteurs des classes de transition et pratiques du Finistère ont fait grève pour réclamer un allègement d'effectif et d'horaire.

— Les maîtres auxiliaires s'organisent pour obtenir un statut, une stabilité de l'emploi et une rémunération à la mesure de leur travail.

— De nombreux collages privés se sont mis en grève pour protester contre le retard de paiements qui se font attendre depuis le début de l'année.

— Des professeurs, assistants et moniteurs de la Faculté des Lettres de Rennes ont refusé de donner leurs cours tant qu'ils seraient en nombre insuffisant.

— Le Lycée de Bréquigny (Rennes) a été fermé pendant une semaine après une grève des élèves protestant contre la hausse de la pension sans amélioration de la cantine.

— Les étudiants en médecine, histoire, géographie, français, sont en grève pour protester contre la circulaire Guichard qui définit la sélection idéologique à l'Université et qui abroge tous les avantages acquis en mai 68.

— A Landerneau, les élèves font la grève de la faim.

— On comprend que l'enseignement du breton ne puisse être accepté par la bourgeoisie, car ce serait développer un enseignement contestant le centralisme de l'Etat, à l'intérieur même des frontières de cet Etat.

● **Organismes sociaux.** Ces grèves sont surtout développées dans le Finistère. Les quatre organismes touchés ont été, Allocation Familiales, Sécurité Sociale, U.R.S.S.A.F., et, dépendant d'autres ministères, la Mutuelle Sociale Agricole. Vu l'« improductivité » (sic), des organismes sociaux de notre pays, leur personnel est diminué. Alors que le travail fourni est aussi important, même si le « rapport », lui, est plus faible. Car la pauvreté des Caisses sociales est le reflet de la pauvreté de la Bretagne. Cette discrimination entre Paris et la Bretagne est encore accentuée par les avantages récents obtenus par les Parisiens, avantages non étendus à toute la France; cette disparité des salaires tient spécialement au fait que le nombre des bas coefficients est bien plus important chez nous, ce qui est une manière de rattraper les zones d'abattement en voie de disparition. Ce conflit qui a éclaté entre des Caisses bretonnes et la Direction parisienne s'est montré le plus évident à la M.S.A. où la base fut en désaccord avec ses représentants à Paris.

COTES-DU-NORD

● **A la Compagnie Armoricaïne de Transports.** Décidée par la C.G.T., la grève a été suivie à près de 100 % dans de nombreux centres les 2 et 3, et les 12 et 15 novembre. Leurs principales revendications sont 1) une augmentation de 0,50 F de l'heure; 2) une diminution du temps de travail; 3) le calcul de l'amplitude de la journée; 4) le paiement effectif des heures supplémentaires au taux (prévu mais non appliqué) de 50 %. Le calcul de l'amplitude tel qu'il était effectué faisait faire 300 heures de présence pour 200 heures payées. Cette injustice ajoutée aux innombrables journées de repos dues par la Direction a été l'élément moteur de cette grève dure. L'avantage d'une augmentation comme celle de 0,50 F

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

de l'heure est de ne point défavoriser les bas salaires, au contraire.

● **Au Joint Français.**

Une heure d'arrêt de travail a été observée par tout le personnel pour protester contre les réponses négatives de la Direction à toute revendication des salaires entre Bezons et Saint-Brieuc. « Les Bretons doivent être citoyens à part entière, dans la Société du Joint Français », conclut le communiqué.

FINISTÈRE

● **Brest.**

Les employés du Bureau, magasiniers etc. des Ateliers Français de l'Ouest se sont mis en grève pour obtenir la 4^e semaine de congés payés, le maintien des avantages acquis et une augmentation de salaire. La grève, puis le débrayage d'une heure que tout le personnel a mené pour appuyer les grévistes sont à l'origine de la menace de lock-out faite par le patron : Lorsque le travailleur n'est pas content des conditions que lui dicte le patron, il n'a plus qu'à partir. Vu le volant de chômage, le patron trouvera toujours des ouvriers pour remplacer les manquants.

● Le personnel du Bureau d'océanographie physique de la Compagnie des Compteurs (16 membres) est menacé de licenciement. En effet, les compressions de crédit dont est victime la Marine, menacent certaines usines travaillant pour elle. Lorsqu'on connaît la passe difficile qu'a le C.N.E.X.O. actuellement et les difficultés du Centre nucléaire de Brennilis, on se pose des questions quant à la vocation océanographique de Brest et à la vocation de la recherche atomique de la Bretagne.

● **Emploi.**

La réunion des délégués de la région morlaissienne a mis en évidence le rôle des entreprises « de Régie ». Pour ne pas avoir à engager de nouveaux employés, des entreprises publiques préfèrent confier certains travaux à des entreprises dites « de régie », ce qui leur coûte deux fois moins cher et ce qui, en cas de conflit, permet aux difficultés de ne pas gagner toute l'entreprise publique.

● La réunion de la Fédération départementale de la Famille Rurale s'est tenue à Saint-Segal. Voici quelques chiffres publiés : 84 % des paysans du département et 50 % de leurs femmes travaillent plus de 48 h par semaine; 30 % et 65 % des femmes ont un revenu inférieur à 6 500 F par an.

ILLE-ET-VILAINE

● **Fougères.**

Après sept jours de grève, le travail a repris aux Ets Leclerc (outillage de précision). Le personnel demandait une augmentation de salaire de 7 %, les patrons ne voulaient pas céder plus de 2 %; l'accord s'est fait à 3 %. On voit que le patron n'a reculé que de 1 % alors que les représentants des travailleurs ont reculé de 4 %.

La Commission Paritaire de la Chaussure a décidé une augmentation horaire de 0,20 F. Cet accord n'a pas été signé par les travailleurs parce que la Direction refuse cette augmentation à ceux dont « le rendement est insuffisant », c'est-à-dire à ceux qui sont déjà les plus défavorisés.

Deux ans après leur licenciement, 170 salariés de l'Usine Merel vont enfin recouvrer leur dû : 20 millions. Mais huit d'entre eux sont encore au chômage.

● **Rennes.**

Une manifestation a eu lieu dans le quartier de Villejean qui pose le problème des grands ensembles; en effet, dans les plans initiaux du quartier de Villejean, étaient prévus des emplacements pour des espaces

verts. Ceux-ci ne sont, non seulement pas encore exécutés, mais on va construire des immeubles sur une partie de ces espaces. Les enfants jouent aujourd'hui sur des terrains vagues; auront-ils demain des espaces bien à eux où ils pourront jouer en sécurité ?

LOIRE-ATLANTIQUE

● La Laiterie de Vallet, en réponse au patron qui ne voulait pas donner un seul centime d'augmentation, s'est mise en grève et a obtenu 2 % + 0,20 F d'augmentation, la révision des classifications et l'augmentation des primes, du coefficient d'embauche, etc... La grève est la seule façon de voir aboutir les revendications.

A LORIENT, LES LYCEENS MANIFESTENT POUR LA LANGUE BRETONNE



Cliché « Le Peuple Breton »

Le 6 novembre, 150 lycéens et lycéennes manifestaient place de la Mairie, à Lorient, en faveur de la langue bretonne.

Malgré la pluie, le vent, le froid, ils s'étaient rassemblés pour réclamer le breton à l'école et à l'O.R.T.F.

L'action de ces jeunes est un encouragement pour tous ceux qui travaillent à la décolonisation culturelle de la Bretagne et

● Aux Chantiers de l'Atlantique, 1 500 ouvriers ont été mis au chômage technique et ne reçoivent plus que la moitié de leur salaire. Ceci résulte de la politique de concentration pratiquée par l'entreprise USINOR de Dunkerque. D'autre part, le bilan fait apparaître un « trou » de vingt millions. La cause de cette perte, dit la Direction, est les événements de mai-juin. Cette affaire reste à suivre.

MOR-BIHAN

● **Lorient.**

Les marins syndiqués C.F.D.T. du port de pêche ont décidé une grève de 24 h, au départ de chaque marée pour que soient satisfaites leurs revendications : le minimum professionnel garanti porté à 1 150 F, ce qui, compte-tenu du nombre d'heures journalières effectuées (jusqu'à 18), ne semble pas exagéré. D'autre part, lorsque ces marins sont à terre, ils effectuent des travaux de métallurgie pour un salaire inférieur de moitié à celui des métallurgistes de Lorient. Certaines grèves ont été brisées mais les camarades lorientais lutteront jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

un signe révélateur des progrès de la cause bretonne.

Mais l'impérialisme français et son Etat policier ne sont pas morts. Signalons simplement l'importance de la police, lors de la manifestation : une trentaine de flics mobilisés, matraques et grenades lacrymogènes bien visibles.

COURRIER DES LECTEURS

Prévoyez-vous un ou plusieurs articles sur les problèmes des minorités dans les pays étrangers. En outre, un article sur le Québec serait très intéressant. Cette dernière question me passionne d'autant plus que j'ai vécu à Montréal près de 13 ans et que j'ai eu quelques « contacts » avec les milieux indépendantistes québécois.

En tant que socialiste, je ne puis qu'approuver votre lutte pour une Bretagne nouvelle, dans une France Fédérale et Socialiste. Ainsi, les Bretons seront à nouveau maîtres de leur destin et conserveront leur appartenance au pays de France.

De toute façon, il est temps que la France cesse de refuser aux minorités nationales le droit à la pleine existence.

Recevez les meilleurs vœux d'un français pour la réussite de vos buts.

H. M., Saint-Michel-sur-Orge.

«... J'ai pris sur moi, dans le cadre d'une conférence donnée au Cercle Culturel de Mascara, de présenter la situation économique, sociale et culturelle de la Bretagne d'aujourd'hui. Afin d'avoir l'information la plus objective possible concernant ces réalités, je serais heureux que vous puissiez me fournir le maximum d'informations concernant ces problèmes et pour aussi préconiser les solutions que je partage avec vous sur l'avenir socialiste de la Bretagne. Lorsque j'étais en France, j'ai pu lire à plusieurs reprises dans « Le Peuple Breton » des analyses sérieuses sur les problèmes que j'envisage d'évoquer, aussi, si vous pouviez ressortir de vos archives ces documents, cela m'intéresserait au plus haut point.

Bon nombre de camarades coopérants de la région de Mascara appartiennent à la colonie bretonne bien représentée en Algérie et, qui plus est, sont des socialistes militants...

R. B. - Tighennif - Algérie.

« Breton depuis toujours, j'ai honte de devoir vous écrire cette lettre en français... Ayant découvert « Le Peuple Breton » très récemment et ayant été, je le reconnais, agréablement surpris par la qualité de certains articles, je serais désireux de prendre un abonnement d'un an. L'état précaire de mes finances ne me permet pas plus que l'abonnement ordinaire, ce que je regrette vivement.

Pendant que j'y pense, je vais me permettre quelques reproches parmi ce qui m'a le plus frappé : les longues listes de signatures et surtout le « Buvez Coca-Cola ». Je sais que cette maison paye bien sa réclame, mais vous reconnaîtrez que c'est assez paradoxal dans un journal comme le vôtre ».

M. P. - Strasbourg.

Imprimerie Commerciale, Rennes



Directeur de la publication : J.-Y. Vellard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P n° 41 387
Tirage : 5 000 ex. — Dépôt légal 4^e trimestre